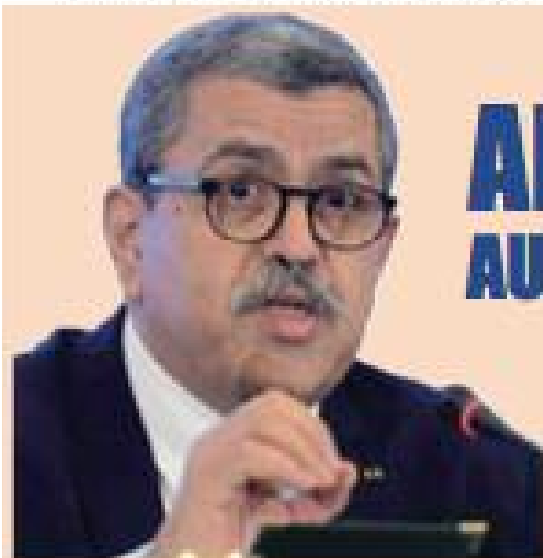


Le Monde de l'administration

Quotidien National d'Information • www.lemondeadm.com

Lundi 21 Decembre 2020 / N° 1018

Prix : 20 DA



IL ÉTÉ, HIER, EN VISITE DANS LA WILAYA

ABDELAZIZ DJERAD AU CHEVET DE LA POPULATION DE MÉDÉA

page 16

L'UNE ÉTAPE PHARE DE CETTE VISITE A ÉTÉ L'INAUGURATION DU TRONÇON DE L'AUTOROUTE CHIFFA-BERROUGHIA, SUR UNE DISTANCE DE 53 KM. « CE PROJET EST UN GRAND ACQUIS ET D'UNE IMPORTANCE STRATÉGIQUE POUR LE PAYS », A ESTIMÉ M. DJERAD.

DANS SA RÉPLIQUE À CE QU'IL A QUALIFIÉ DE « MENSONGE ET D'INFORMATIONS MALVEILLANTES »

LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS DEMENT

Page 02

GEL DE L'OCTROI D'AUTORISATION DE FORAGE DE NOUVEAUX Puits

Ce que propose Arezki Baraki

Le ministre a révélé que le taux de remplissage national des barrages a atteint son niveau le plus bas depuis près de 40 ans, baissant jusqu'à 38% de la capacité de remplissage.

TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE

Des
prototypes
de bus
hybrides
prochainement
mis en
circulation

OPÉRATIONS DE
RAPATRIEMENTS

Plus
de 25 000
Algériens
souhaitent
regagner le
pays



DANS SA
RÉPLIQUE
À CE QU'IL A
QUALIFIÉ DE
MENSONGE ET
D'INFORMATIONS
MALVEILLANTES

APRÈS EMMANUEL MACRON
ET KAIS ESSAIED

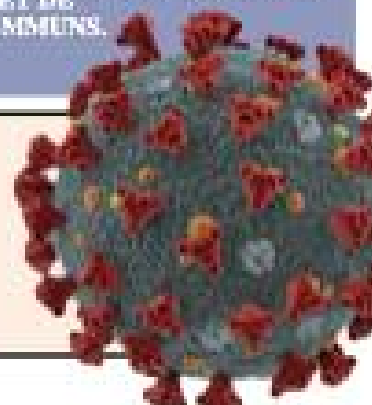
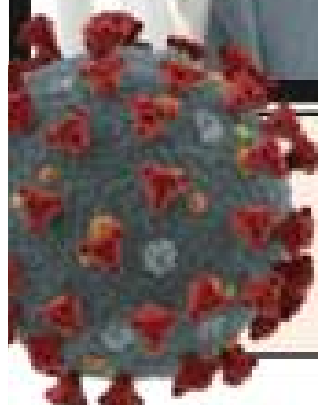
Le président Tebboune reçoit un appel de Tayeb Erdogan

LES DEUX CHEFS D'ÉTAT ONT CONVENU DE REPRENDRE CONTACT, DÉBUT 2021, POUR ABORDER NOMBRE DE DOSSIERS ET DE QUESTIONS D'INTÉRÊTS COMMUNS.

page 03

Coronavirus:

422 nouveaux cas, 391 guérisons et
07 décès ces dernières 24 heures



Gel de l'octroi d'autorisation de forage de nouveaux puits

Ce que propose Arezki Baraki

Le ministre a révélé que le taux de remplissage national des barrages a atteint son niveau le plus bas depuis près de 40 ans, baissant jusqu'à 38% de la capacité de remplissage.

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Baraki, a indiqué, samedi soir à Alger, qu'une démarche multisectorielle a été engagée en vue de trouver une solution au problème du gel de l'octroi d'autorisation de forage de nouveaux puits. S'exprimant devant les membres de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Baraki a précisé que cette démarche convenue avec le ministre de l'Agriculture et du développement rural « va impliquer les ministres des Finances et de l'Intérieur afin de trouver une for-

mule qui ne soit pas contraire à la réglementation et qui permettra d'octroyer des autorisations de forage de nouveaux puits ». M. Baraki a évoqué dans ce contexte une autre solution « dans le cas extrême qui consiste à ce que l'Etat se charge du forage de puits que les agriculteurs seront en mesure d'exploiter ». Abordant le chapitre de l'alimentation en eau potable, le ministre des Ressources en eau a affirmé que l'Algérie a enregistré cette année un déficit de 39% en matière de pluviométrie. Il a ajouté que le taux de remplissage national des barrages a atteint son niveau le plus

bas depuis près de 40 ans, baissant jusqu'à 38% de la capacité de remplissage. Une situation due, selon le ministre, aux changements climatiques et qui risque de se répéter dans les années à venir. « La Méditerranée est classée parmi les zones les plus impactées par les changements climatiques », a-t-il souligné. A ce propos, il a fait observer que des prévisions de spécialistes prévoient dans les prochaines années l'augmentation du déficit en eau de près de 60% dans certaines régions du monde, tout en rappelant que « l'Algérie avait envisagé en 2002, en raison de la sécheresse,

d'importer de l'eau ». Pour faire face à cette situation, qui risque de se reproduire, selon lui, le ministère des Ressources en eau a tracé un programme qui s'étale jusqu'à 2030. Toutefois, M. Baraki a précisé qu'il n'est pas possible « de régler le problème de l'eau sans infrastructures ». A ce titre, il a déclaré que l'Algérienne des eaux (ADE) a vu ses subventions passer de 16 milliards de dinars en 2012 à 100 millions de dinars en 2021. S'agissant des moyens financiers nécessaires pour le fonctionnement de l'ADE, le ministère des Ressources en eau est intervenu pour

obtenir un crédit de 10 milliards de dinars permettant de couvrir ses charges. Au sujet de la qualité du réseau et le problème des fuites, question soulevée par les membres de la Commission, le ministre a fait savoir que son département avait réalisé une évaluation qui fait ressortir la nécessité d'investir au minimum 75 milliards de dinars dans une première étape pour remédier notamment au problème de la vétusté du réseau. Selon M. Baraki, il a lieu de renouveler au minimum 2000 Kilomètres de canalisations par an.

Nadine Oumakhlouf

SIGNALEMENT ET TRAITEMENT DES CAS D'ATTEINTES

Bientôt un guide sur les droits de l'enfant

La Déléguée nationale de la promotion et de la protection de l'enfance et présidente de l'Organe national à la promotion et à la protection de l'enfance (ONPPE), Meriem Cherfi a annoncé à Alger, « les préparatifs à l'élaboration d'un guide sur les mécanismes de signalement et de traitement des atteintes aux droits de l'enfant. Dans une déclaration à la presse en marge d'une rencontre organisée par l'ONPPE en célébration de la ratification par l'Algérie de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), Mme. Cherfi a fait savoir qu'un travail est en cours pour la publication du premier numéro d'une revue qui met en exergue les activités de l'Organe depuis son installation et l'élaboration d'un guide mettant en avant les mécanismes de signalement des atteintes aux droits de l'enfant et des méthodes de leur traitement. A cette occasion, Mme. Cherfi a indiqué que « depuis janvier dernier, l'Organe a enregistré, via le numéro vert (11 11) plus de 2 200 signalements liés à l'atteinte

aux droits de l'enfant, et a reçu près d'un million d'appels téléphoniques pour des renseignements et des explications sur l'Organe ou encore pour exprimer certaines préoccupations liées à l'enfant. L'ONPPE veille à faciliter les missions de tous les professionnels et intervenants en matière de protection des droits de l'enfant et les tenir informés des derniers développements juridiques relatifs à ce domaine, a-t-elle souligné. La Déléguée nationale de la promotion et de la protection de l'enfance a évoqué, en outre, la préparation du plan d'action pour l'exercice 2021 du Comité permanent de coordination, faisant état, dans ce sens, de plusieurs activités, notamment la programmation de rencontres, de visites sur terrain et de sessions de formation pour les membres de la Commission sur les procédures relatives aux droits de l'enfant et aux mécanismes de leur protection. En vertu des dispositions de la loi sur la protection de l'enfant du 15 juillet 2015, le Comité permanent de coordination relevant de l'ONPPE, présidé par le Délégué

national de la protection de l'enfance, comprend 16 ministères, des représentants des corps de sécurité et de la société civile et examine les questions relatives aux droits de l'enfant, dans le cadre de la coopération et la concertation entre l'organe et les différents secteurs et organismes. Cette rencontre vise à évoquer les réalisations accomplies dans le domaine de l'enfance, 28 ans après la ratification par l'Algérie le 19 décembre 1992 sur la Convention internationale des droits de l'enfant, adoptée le 20 novembre 1989, a-t-elle précisé, rappelant que l'Algérie accorde, depuis l'indépendance, « une grande importance à la protection et à la promotion de l'enfance ». A noter que cette rencontre a été une occasion pour valoriser les pas importants franchis par l'Algérie en matière de protection et de promotion de l'enfance ainsi que les politiques et programmes nationaux élaborés en faveur de cette catégorie, a ajouté Mme. Cherfi.

Nadine Oumakhlouf

L'institution de la Police toujours disposée à l'adhésion aux démarches visant à encourager la coopération interarabe

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a mis en avant la disposition permanente de la Police algérienne à adhérer à toutes les démarches visant à encourager la coopération interarabe, en consécration des accords communs sur l'échange des expertises, des expériences et des informations au service de l'intérêt des peuples arabes en matière de stabilité. Intervenant samedi lors d'une cérémonie à l'occasion de la célébration de la Journée de la police arabe (18 décembre), en présence d'un nombre de membres du Gouvernement, M. Beldjoud a affirmé que "l'Algérie accorde une importance capitale à l'élargissement de l'action policière commune, à la faveur d'un échange de vues à même de déboucher sur un plan sécuritaire commun, dans lequel sont prises en compte la dimension arabe et les spécificités et traditions de chaque société". Pour M. Beldjoud, "ce rendez-vous historique institué depuis 1972, est une halte importante incitant à l'activation des liens de coopération et de partenariat entre les pays arabes dans le domaine de la police au regard de son rôle efficace dans le renforcement des mécanismes de protection des personnes et des biens". Il a rappelé, dans ce sillage, "les progrès qu'a connus la police arabe, lesquels ont largement contribué à la lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes et à la consolidation de l'action de proximité au plus profond des so-

ciétés arabes, et ce, grâce à son investissement dans la ressource humaine et à sa bonne exploitation des équipements des nouvelles technologies". Appelant les responsables de la police arabe à "établir davantage de passerelles de coopération et d'échange d'expériences et d'expertises, M. Beldjoud a plaidé pour une unification des visions en matière de traitement des questions sécuritaires qui relèvent de leurs compétences, tout en soulignant l'impératif respect des droits de l'Homme et de sa dignité". Il a souligné, dans ce sens, que le respect de ces principes relève des qualités intrinsèques des Algériens, imprégnés de la source novembériste et des valeurs fondées sur les principes de fraternité, d'entraide et de cohésion pour vivre sous le toit de l'Algérie, qui a entrepris, à pas accélérés et minutieusement étudiés, l'édification d'un nouveau mode de gouvernance basé sur la démocratie participative". Par ailleurs, le ministre a mis l'accent sur la nécessité de la vigilance "face à l'usage néfaste du progrès technologique, exploité par les professionnels du crime", préconisant l'adoption d'une approche arabe commune pour contrer la criminalité transfrontalière, notamment dans le contexte de la recrudescence, dans le monde, de l'utilisation du cyberspace. Evoquant la conjoncture sanitaire exceptionnelle dans laquelle est célébrée cette année la Journée de la police arabe, M. Beldjoud a mis en avant le rôle de prévention éminent joué par les services de la police en Algérie,

à l'instar des autres pays arabes, à travers l'appui apporté par ses éléments, aux côtés des autres corps de sécurité et corps constitués, à l'armée blanche dans ses missions. Pour sa part, le Directeur général de la sûreté nationale (DGSN), Khelifa Ounissi a affirmé que "la police algérienne a approfondi davantage cette année sa dimension de proximité", en contribuant à l'activation des mécanismes de mise en œuvre du plan de sécurité sanitaire, en collaboration avec les différents partenaires et acteurs, à travers la mobilisation de tous les moyens humains et matériels pour une application rigoureuse des mesures préventives arrêtées par le gouvernement afin d'endiguer la pandémie du Coronavirus. De son côté, le Secrétaire général du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur (CMAI), Mohamed Ben Ali Koumane a rappelé que la célébration de la Journée de la police arabe intervient cette année dans une conjoncture exceptionnelle marquée par la propagation de la Covid-19 mais toujours avec la recrudescence du crime, du terrorisme, du trafic de drogue, de la traite des êtres humains, de la prolifération des armes outre le piratage électronique. Soulignant l'ampleur des responsabilités et missions incombant aux dispositifs de sécurité, il a rappelé leur participation, en outre des interventions, à certaines missions civiles et aux actions de sensibilisation des citoyens aux mesures de prévention contre cette pandémie.

Opérations de rapatriements

Plus de 25 000 Algériens souhaitent regagner le pays

Le ministre de l'Intérieur, Kamel Beldjoud, a fait savoir que le nombre des Algériens bloqués à l'étranger et souhaitant regagner le pays, augmente de jour en jour, atteignant actuellement plus de 25 000 personnes. « Le nombre des Algériens souhaitant regagner le pays augmente de jour en jour atteignant actuellement 25 000 personnes, a révélé M. Beldjoud qui répondait aux préoccupations des membres de la Commission des Finances et du Budget de l'Assemblée populaire nationale (APN). « La compagnie aérienne nationale Air Algérie déploie de grands efforts pour mener à bien l'opération, en dépit des difficultés rencontrées, notamment avec la fermeture de l'espace aérien dans plusieurs pays, ce qui requiert l'obtention d'autorisations exceptionnelles », a-t-il expliqué. Air Algérie a programmé 24 vols pour rapatrier les ressortissants algériens bloqués à l'étranger et des voyageurs souhaitant rentrer pour des motifs exceptionnels. Ce programme concerne sept pays à travers le monde et prévus durant la période allant du 4 au 19 décembre 2020. Pour ce faire, Air Algérie a fixé cinq conditions, à savoir être détenteur d'un passeport algérien, être inscrit auprès des représentations consulaires algériennes à l'étranger et avoir un billet Air Algérie confirmé sur les vols de rapatriement. S'agissant des conditions d'ordre sanitaire, les ressortissants algériens bloqués à l'étranger devront être détenteurs d'une attestation de test PCR négatif effectué au moins 72 avant le vol. Ils sont tenus de renseigner une fiche d'identification sanitaire. Il s'agit d'une attestation que les voyageurs doivent remettre au contrôle sanitaire aux frontières de l'aéroport algérien de débarquement. Pour rappel, plus de 35 000 Algériens bloqués à l'étranger ont été rapatriés par Air Algérie, depuis le début de l'opération en mars dernier, avait indiqué le Conseiller du directeur général du P-DG de la Compagnie aérienne, Mohamed Charef.

Nadine Oumakhlouf

ANNÉE UNIVERSITAIRE DANS LE SECTEUR DE LA CULTURE

Malika Bendouda donne le coup d'envoi

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a supervisé hier à Alger l'ouverture officielle de l'année universitaire en cours dans les établissements de formation artistique et culturelle, placés sous sa tutelle. A l'Ecole nationale supérieure des Beaux-arts (Esba), la ministre a fait le tour des différents départements de l'école dont l'atelier de gravure, une spécialité jusque-là dispensée dans cet établissement comme module. Sur place, la ministre a entendu les doléances des enseignants et encadreurs qui ont plaidé pour l'enseignement de la gravure, spécialité très demandée par les étudiants et utilisée dans l'industrie du livre, comme une discipline à part entière. La ministre a promis de mettre à la disposition des formateurs le matériel nécessaire pour dispenser cette spécialité, au même titre d'ailleurs que la sculpture et le design, actuellement enseignées à l'Esba. Dans son allocution d'ouverture, Malika Bendouda a rappelé le



contexte sanitaire "particulier" dans lequel intervient la rentrée universitaire cette année en raison de la pandémie de coronavirus.

Insistant sur la formation, une des priorités de son département, Mme. Bendouda a appelé à ce titre que les programmes de for-

mation artistique doivent désormais répondre aux "exigences économiques actuelles en privilégiant, dit-elle, l'entrepreneuriat artistique. Elle a appelé, à ce titre, les étudiants et diplômés des Beaux-arts à s'impliquer davantage dans des projets d'intérêt public requérant leurs compétences et leur savoir-faire. Evoquant la bande dessinée, un art ne figurant pas dans les programmes de formation artistique, la ministre a fait savoir que les étudiants des Beaux-arts pourront suivre prochainement une "formation spécialisée" dans le neuvième art. Cette discipline sera "enseignée comme module", dans une première étape, avant de devenir une "spécialité à part entière dès l'année prochaine", a appuyé le directeur de l'Esba, Djamel Laârouk. L'Ecole des Beaux-arts accueille pour l'année universitaire en cours 65 nouveaux bacheliers qui ont opté pour une formation supérieure dans cet établissement qui compte 300 étudiants, inscrits dans les différentes spécialités. A

l'Institut national supérieur de musique (Insm), la ministre de la Culture et des Arts a écouté les préoccupations des enseignants qui ont soulevé notamment des lacunes liées à la formation et au recrutement des formateurs, mais aussi à l'hébergement des étudiants dans un "institut qui ne dispose que de 150 lits", a-t-on appris. Son directeur, Abdelkader Bouazzara, a fait savoir que "30 nouveaux étudiants" sont inscrits pour l'année universitaire en cours à l'Insm et que la première promotion ayant suivi une formation dans le cadre du système LMD (Licence-master-doctorat) sortira en juillet prochain, a-t-il indiqué. La formation artistique et culturelle, graduée et post-graduée, inclut les domaines des Beaux-arts, la musique, la conservation et la restauration des biens culturels ainsi que les métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel, dispensés par quatre établissements sous tutelle du ministère de la Culture et des Arts.

NUMÉRISATION DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Benbouzid dévoile les grandes lignes du projet

Numérisation du secteur de la Santé. Voici un projet sur lequel penchent les autorités depuis un moment. Ce projet vient, en effet, d'être divulgué dans ses grandes lignes par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid. Ce dernier a, en effet, dévoilé, hier, les projets phares inscrits dans le cadre de la stratégie de numérisation du secteur de la santé visant à assurer une prise en charge sanitaire de qualité au profit des citoyens. Soulignant

que cette stratégie reposait sur l'actualisation et la modernisation des structures sanitaires et leurs activités, le ministre a annoncé le lancement, dans une première étape, de six projets numériques, à savoir "un projet d'hôpital numérique, un projet de numérisation des relations contractuelles avec les instances de la sécurité sociale, un projet d'adoption du numéro d'identification de la carte biométrique ainsi que son introduction dans le dossier médical électronique du patient, un projet de numérisation de l'admini-

stration centrale et son raccordement aux établissements sanitaires, un projet de numérisation des plans d'activité des structures sanitaires et un projet de pharmacie électronique". Lors d'une rencontre d'évaluation sur les activités engagées par le ministère en vue de numériser le secteur, M. Benbouzid a fait savoir que ces projets "constitueront un facteur de force pour notre administration et notre stratégie en vue d'accomplir les missions du secteur", ajoutant que le traitement des données, dans l'avenir, ne

prendra que quelques minutes ce qui permettra de prendre les meilleures décisions en temps réels. Il a appelé, dans ce sens, à la conjugaison impérieuse des efforts de tous les professionnels de la santé et à la contribution de l'ensemble des parties concernées par ce projets", indiquant que la mise en valeur du facteur humain "sera décisif en cette phase notamment la révision de la formation continue pour aider les staffs administratifs à maîtriser les nouvelles techniques".

L'OPÉRATION S'EST POURSUIVIE DANS LA 3E RÉGION MILITAIRE

Grippe saisonnière : l'ANP pour palier aux manques

Les campagnes de vaccination contre la grippe saisonnière et de dépistage du nouveau coronavirus (Covid-19), décidées par le Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) au profit des habitants des zones enclavées à la 3ème région militaire se poursuivent toujours, a indiqué hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du programme des campagnes de vaccination contre la grippe saisonnière et de dépistage du nouveau coronavirus (Covid-19), à travers l'utilisation des tests rapides de diagnostic, décidé par le Commandement de l'ANP au profit des citoyens des zones enclavées à la 3ème région militaire et dans les différentes régions militaires, plusieurs caravanes médicales se sont ébranlées, au cours de la semaine écoulée, vers les régions de Rosfa Taïba, Oued Lakhdar, Boutbika et Tabelbala (w. Béchar), Gar Djebilet (w. Tindouf) et Bouda et Tsabit (w. Adrar), équipées du matériel et moyens nécessaires



dont des ambulances, des tests de diagnostic de la covid-19, et des vaccins contre la grippe saisonnière, sous la supervision d'une équipe médicale composée de médecins et d'infirmiers militaires et civils, et d'équipes de la Protection civile, a souligné la même source. "Les habi-

tants de ces régions ont été vaccinés contre la grippe saisonnière, qui se propage largement pendant les saisons d'automne et d'hiver, en raison de la baisse des températures et ont également bénéficié de tests rapides de diagnostic du nouveau coronavirus, d'un quota de masques

de protection et de divers médicaments, outre l'orientation de certains patients vers des médecins spécialistes au niveau des établissements hospitaliers pour les examiner et leur prodiguer les soins nécessaires», ajoute la même source.

M.M

Solidarité au sein de la société

Le CNDH appelle à en faire un mécanisme ancré

C'est à l'occasion de la Journée internationale de la solidarité que le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a appelé la société algérienne à promouvoir la valeur de solidarité pour en faire un mécanisme de travail ancré dans la vie quotidienne en vue de prêter main forte aux catégories vulnérables en toutes circonstances. Dans un communiqué publié, hier, à l'occasion de cette Journée, célébrée le 20 décembre, le CNDH a appelé les acteurs de la société civile à "promouvoir la valeur de solidarité pour en faire un mécanisme de travail quotidien en vue de prêter main forte aux catégories vulnérables et éradiquer la pauvreté", incitant les jeunes "à réfléchir à de nouveaux moyens efficaces pour ancrer la culture de solidarité dans la société, en vue de la faire valoir notamment en temps de crises et de catastrophes". La crise sanitaire induite par le nouveau coronavirus a démontré clairement l'importance de la solidarité et de l'entraide dans la lutte contre la pandémie, notamment envers les catégories vulnérables, a souligné la même source, précisant que la solidarité humaine est une valeur profondément ancrée dans les traditions et la culture du peuple algérien et son patrimoine civilisationnel". A cette occasion, le Conseil a rappelé la solidarité agissante du peuple et de l'Etat algériens avec les peuples opprimés encore sous emprise coloniale, à l'instar des peuples palestinien et sahraoui, appelant la communauté internationale à être plus solidaire avec ces peuples pour leur permettre d'exercer leurs droits à l'indépendance et à l'autodétermination. Le CNDH a également exhorté la communauté internationale à faire preuve de solidarité humaine dans la lutte contre la pandémie (Covid-19), afin de garantir des vaccins efficaces de manière équitable pour en faire profiter les pays de la méditerranée et ceux à faibles revenus, en concrétisation de cette noble valeur.

M.M

COMMERCE-CACI

Signature d'une convention de coopération en matière de formation

Une convention de coopération au titre de l'année professionnelle 2020-2021 a été signée, hier à Alger, par le ministère du Commerce et la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), afin de permettre aux fonctionnaires du secteur de bénéficier d'un programme de formation spécialisée dans divers domaines.

Ont signé le document le directeur des Ressources humaines au ministère du Commerce, Djamel Karoui et la directrice de la Formation à la CACI, Fairouz Fellah, sous la supervision du ministre du Commerce, Kamel Rezig et de la Directrice générale de la CACI, Ouahiba Bahloul, en présence de cadres du secteur.

Signée à l'occasion de l'ouverture de l'année professionnelle au profit de près de 1.000 étudiants, à la Direction de la formation relevant de la CACI au Palais des expositions à Alger, ladite convention prévoit une formation spécialisée en anglais, concurrence, marchés publics, contentieux commerciaux et tous types de contrôle.

Quelque 30 domaines de formation ont été jusque-là assurés au profit de 4500 fonctionnaires, supervisés par des cadres du secteur, en attendant le lancement de la formation en présentiel au profit



de 3000 fonctionnaires.

Le but étant d'insuffler une nouvelle dynamique au secteur notamment en matière de contrôle. A ce propos, M. Rezig a indiqué que son département avait dispensé des formations en ligne, pour s'adapter à la conjoncture sanitaire actuelle, en faveur de près de 7500 travailleurs dans 50 domaines de formation à travers le pays.

Le secteur assure, à travers les directions et écoles de formation

sous tutelle, durant la même année, la formation de quelque 400 fonctionnaires dans plusieurs domaines, dont la langue anglaise au profit de 100 étudiants, la concurrence (80 étudiants), les contentieux commerciaux (80 étudiants), les marchés publics et le contrôle qualité au profit de 80 étudiants (20 en marchés publics et 60 en contrôle qualité), outre la formation en matière de «contrôle de change» qu'assureront les services des douanes au profit de 150

fonctionnaires dans le secteur du commerce.

Le ministre a salué l'initiative de l'administration générale des douanes en assurant ce type de formation aux cadres du secteur du commerce, ce qui permettra aux fonctionnaires une meilleure maîtrise des domaines du contrôle.

La direction de la formation relevant de la CACI assure de multiples formations liées au commerce, au profit de près de 1000 bénéficiaires, un nombre considérable, selon M. Rezig, étant une école privée qui exige le paiement des frais de la formation, ce qui atteste de la qualité et de la crédibilité de la formation dans cette école et l'intérêt des jeunes pour les formations spécialisées en relation directe avec le monde de l'emploi.

Pour le ministre, ces écoles constitueront un espace important de formation de jeunes chefs et promoteurs d'entreprises qualifiés à même de créer, à l'avenir, des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et des start-up, rappelant l'importance de l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA), l'Ecole SIFA et la Direction de la formation en tant qu'établissements spécialisés dans la formation et l'orientation directe des compétences vers le marché du

travail.

A cette occasion, il a fait état d'un projet pour la création de l'Ecole supérieure du registre de commerce dans la wilaya de Ghardaia, dont la réalisation est à sa phase finale, en sus de la réalisation de l'Ecole de formation des agents de contrôle dans la même wilaya, créée il y a trois ans, en vue de permettre à cette wilaya de devenir un pôle dans le domaine de la formation après la capitale.

De son côté, la Directrice générale de la CACI, Bahloul Ouahiba a affirmé que la formation demeurait "au coeur de toute profession" relevant de l'ensemble des chambres de commerce et d'industrie, ce qui est à même de former les futures compétences, ajoutant que la Direction de la formation de la CACI, créée en 1992, connaît une amélioration en termes de nombre des stagiaires et étudiants, au nombre de 1.400 dans les différentes spécialités.

Dans cette optique, l'école a programmé des formations au profit de 200 étudiants au cours de la période de juillet à octobre dernier afin de leur permettre de réaliser leurs mémoires de fin d'études, outre l'inscription de 912 nouveaux étudiants pour la rentrée actuelle 2020-2021.

K.L

Les éléments de l'ANP participent à une campagne de reboisement à Tiaret (MDN)

Les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) ont participé à une vaste campagne de reboisement dans la wilaya de Tiaret, en consolidation du lien "Armée-Nation", a indiqué dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la reprise de la campagne ouverte de reboisement, avec la participation des éléments de l'ANP, en coordination avec les différents services sécuritaires, les autorités locales et la presse nationale" et en consolidation du

lien "Armée-Nation", sous le slogan "qu'on le plante", une vaste campagne de reboisement a été organisée, le 19 décembre 2020, au niveau de la région de Sed Bakheda à la commune Mechraa Sfa dans la wilaya de Tiaret, a précisé le même communiqué.

"La campagne a connu une large participation des éléments de l'ANP des unités relevant du territoire de compétence ainsi que des différents acteurs de la société civile et des associations activant dans le domaine de l'environnement, outre des cadres des services des forêts".



TRANSPORT AÉRIEN/VOLS DOMESTIQUES

Le ministère des Transports dément avoir octroyé le droit d'exploitation à des compagnies étrangères

Le ministère des Transports a démenti, hier dans un communiqué, les informations relayées par certains médias sur l'octroi du droit d'exploitation des prestations du transport aérien pour les vols domestiques au profit de compagnies étrangères, affirmant que cela serait contraire à la loi en vigueur.

Dans son communiqué, le ministère des Transports a réagi "aux fausses déclarations tendancieuses relayées par certains médias, relatives au projet de création d'une compagnie de transport aérien pour les vols domestiques et à l'amalgame constaté concernant l'identité de cette compagnie et la nature de ses activités".

Ainsi, le ministère des Transport tient à rappeler qu'en vertu de l'article 112 des dispositions de la Loi n 98-06 du 27 juin

1998, modifiée et complétée, fixant les règles générales relatives à l'aviation civile, l'exploitation des prestations du transport aérien pour les vols domestiques de transport public "ne peut se faire que par des entreprises de droit algérien".

Le ministère affirme également que l'octroi du droit d'exploitation de ces services au profit de compagnies étrangères, "n'a été mentionné ni dans le programme du Président de la République, ni même dans le plan d'action du Gouvernement qui s'emploie, à travers un éventail de mesures, à renforcer la performance de la compagnie aérienne nationale algérienne +Air Algérie+ et valoriser son rôle au plan international".

Partant, le ministère rappelle que "toute déclaration, quelle qu'en soit la source, contraire à ce qui est stipulé dans les dis-

positions de la Loi précitée et aux orientations de l'Etat dans le traitement du dossier d'Air Algérie, est une manœuvre vouée à l'échec visant à semer le doute et l'anarchie, à travers la diffusion de fausses informations et expose son auteur ou ses auteurs, aux conséquences juridiques induites par la situation".

Le ministère a également appelé tous les responsables politiques à « faire preuve de patriotisme et de vigilance, en vue de se dresser comme un seul homme contre les ennemis de la Patrie et à contribuer à la consolidation du front interne, loin de toutes manœuvres ou calculs, et ce au regard des tensions dangereuses qui caractérisent la situation régionale marquée par une conspiration systémique et un acharnement déchainé contre notre pays».

K.LAMIA

Djerad annonce l'octroi d'un quota supplémentaire de 500 aides pour l'habitat rural à Médéa



Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a annoncé, hier à Médéa, l'octroi d'un quota supplémentaire de 500 aides à l'habitat rural, destiné à résorber la forte demande exprimée sur cette formule de logement, notamment dans les zones rurales. M. Djerad, qui était l'invité de la Radio "Titteri" en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, a réitéré l'engagement du Gouvernement à accompagner les populations résidents au niveau des zones rurales, tout en focalisant son intervention, sur la nécessité de développer l'investissement agricole et, surtout, le segment de l'industrie agroalimentaire, "qui demeure une valeur pour l'avenir des populations et l'essor économique de ces régions".

Le Premier ministre a annoncé, en outre, le règlement "prochain" du problème d'acquisition d'équipement au profit du nouvel hôpital de Tablat, assurant que les procédures administratives "seront finalisées dans les tous prochains jours".

La place importante des secteurs de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans la politique du gouvernement "implique la poursuite des efforts en matière de réalisation d'infrastructures, de sorte à accompagner l'évolution de la demande et couvrir les besoins de ces deux secteurs clefs".

Z.Z

INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE

Plus de 43 milliards de dollars en 2020-2024

L'Algérie compterait sur la bagatelle somme de 43 milliards de dollars d'investissements dans le secteur de l'énergie en 2020-2024, ce qui la placera en 6e position du classement des pays membres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), selon une étude de l'organisation sur les premières répercussions de la pandémie de Covid-19 sur les investissements mondiaux dans le secteur de l'énergie. Il ressort de l'étude, réalisée sur la base des données de la Société arabe des investissements pétroliers (API-CORP) et publiée sur le site Internet de l'OPAEP, que "les investissements dans les projets énergétiques dans les Etats membres de l'OPAEP au cours de la période 2020-2024 totalisent 592 milliards de dollars, dont 246,5 milliards de dollars d'investissements engagés et 344,9 milliards de dollars d'investissement prévus". Les Etats membres ont été impactés, comme tous les pays du monde, par la pandémie de Covid-19 dont les profondes ré-



percussions resteront palpables pendant longtemps dans tous les aspects de la vie, et notamment dans le secteur de l'énergie, a indiqué l'OPAEP, expliquant que la pandémie impactera les investissements énergétiques dans le monde et dans les Etats membres. En termes de répartition du volume des investissements dans les projets énergétiques dans les Etats membres, l'OPAEP a précisé, dans son étude, que l'Arabie saou-

dite représentait le plus grand investisseur dans le domaine de l'énergie, avec des investissements qui devraient totaliser durant la période considérée (2020-2024) 129,8 milliards de dollars, dont 55,1 milliards de dollars au titre des projets engagés et 74,7 milliards de dollars au titre des projets prévus. Les Emirats arabes unis (EAU) arrivent en deuxième position, avec un total d'investissements de 117,5 mil-

liards de dollars, dont 50,9 milliards de dollars au titre des projets engagés et 66,6 milliards de dollars au titre des projets prévus. De son côté, l'Egypte arrive en troisième position avec un total d'investissements de 100,2 milliards USD, suivie par l'Irak (93,2 milliards USD), le Qatar (43,8 milliards USD), l'Algérie (43,1 milliards USD), puis le Koweït (40,2 milliards USD), Bahreïn (11,1 milliards USD) et la Libye (9,7 milliards USD), en sus de la Tunisie (3,4 milliards USD). D'agissant des investissements par secteurs énergétiques, l'organisation indique que l'industrie pétrolière occupe la première place, avec des investissements s'élevant à 189 milliards USD, soit 31,9 % du total d'investissements énergétiques dans les pays de l'OAPEC. Le secteur de l'électricité arrive en deuxième position avec un total d'investissements de 185,2 milliards USD, suivie par l'industrie du gaz (137,7 milliards USD), puis l'industrie chimique (78,7 milliards USD). Quant à l'industrie pétrolière, l'Irak a oc-

cupé la première place avec total d'investissements de 59,6 milliards USD, puis les EAU (45,7 milliards USD), l'Arabie saoudite (31,3 milliards USD), l'Algérie (15,8 milliards USD), et le Qatar (10,6 milliards USD). Pour les investissements dans le secteur de l'électricité, l'Arabie saoudite vient en tête avec un total de 41,1 milliards USD, puis les EAU (40,8 milliards USD), l'Egypte (38,8 milliards USD) et le Koweït (20,7 milliards USD), suivi de l'Algérie (17,8 milliards USD) et l'Irak (14 milliards USD). Concernant les prévisions d'investissement dans le secteur gazier au Moyen-Orient et Nord d'Afrique (2020-2024), l'OPEP a précisé que le dernier rapport de l'APICORP fait état d'une stabilité en 2020 par rapport à 2019. Une stabilité enregistrée, ajoute le rapport, en dépit de la baisse de la demande mondiale sur le gaz de plus de 4%/an, contrairement à 2019 où les décisions d'investissement dans les projets GPL ont battu des records.

M.M

Les premières bananes de production locale sur le marché

Les premières quantités de bananes produites dans la localité de Djimar dans la wilaya de Jijel ont été mises sur le marché au début de cette semaine sous le label "ambassadeur d'or-Idjildjili", a-t-on appris dimanche de Zouhir Feds, un jeune investisseur dans cette activité. Les premières grappes de bananes mûres cultivées sous des serres multichapelles sont déjà commercialisées dans la commune de Chekfa et les communes voisines en attendant la maturation du reste de la production, a déclaré à l'APS, M.Feds. Ce fruit cultivé depuis une année a commencé à donner ses premières récoltes qui ont été appr-

ciées par les consommateurs, a ajouté ce jeune investisseur qui a assuré avoir reçu des appels de grossistes de nombreuses wilayas du pays pour acheter ses bananes vendues à moins de 20 DA le kilo que la banane d'importation. Zouhir Feds est l'un des jeunes ayant bénéficié pour la concrétisation de son projet de l'appui de l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (ex Ansej). La commercialisation des premières bananes localement produites a été le résultat de la persévérance de ces jeunes investisseurs et de l'accompagnement de la chambre de l'agriculture, a indiqué le secrétaire général de

cette chambre, Yacine Zedam, qui a relevé que la culture sous des serres multichapelles de plus de 6 mètres de haut permet une pratique agricole intensive sur des aires réduites et avec des rendements très importants puisque près de 1000 arbustes peuvent être plantés sous chaque serre. L'expérience de culture de la banane sous des serres multichapelles a été lancée à Jijel par trois jeunes qui ont été suivis par 10 autres jeunes dont les dossiers de soutien ont été acceptés par la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), a ajouté le responsable de la chambre locale de l'agriculture.

A.A

Commerce : Feuille de route pour prendre en charge les préoccupations des exportateurs de ciment

Une feuille de route a été élaborée, dimanche à Alger, dans le but de prendre en charge les préoccupations soulevées par les opérateurs économiques activant dans la production et l'exportation du ciment, a indiqué un communiqué du ministère du Commerce.

La réunion a été consacrée, selon la même source, à l'examen des différentes difficultés rencontrées par les exportateurs, notamment en termes de logistique et les entraves relevées au niveau des ports, outre la problématique du transport terrestre vers les pays voisins, et le passage par les postes frontaliers.

L'accompagnement et les mesures incitatives accordées par le Gouvernement aux entreprises exportatrices figuraient également à l'ordre du jour, précise la même source.

La rencontre a été sanctionnée par l'élaboration d'une feuille de route destinée à prendre en charge, dans les plus brefs délais,



des préoccupations soulevées par les opérateurs économiques, précise la même source.

Le ministère du Commerce avait amorcé une série de rencontres de concertation et de coordination avec les représentants des différentes filières de la production nationale, en application des recommandations prévues dans le

plan de relance économique du Gouvernement, notamment en ce qui a trait à la promotion et à la diversification des exportations hors hydrocarbures, et ce dans le but de prendre en charge les préoccupations des entreprises exportatrices, en essayant de leur apporter les solutions idoines.

A.A

Tenue hier de la 1ère édition du salon virtuel sur la gestion des déchets Environnement

Plusieurs institutions internationales activant dans le domaine environnementale ainsi que plusieurs pays étrangers prendront part à partir du lundi, à Alger au premier salon virtuel sur la gestion des déchets, a indiqué, dimanche à l'APS le DG de l'Agence nationale des Déchets (AND), Karim Ouamane. Ce premier salon virtuel sur la gestion des déchets, intitulé "The Algerian virtual waste exhibition-AVWE", a pour ambition de mettre en relation directe tous les acteurs de la gestion des déchets qu'ils soient nationaux ou internationaux et ce, dans le but de conclure des partenariats fructueux dans ce domaine, a assuré M.Ouamane.

Ce salon qui s'étalera jusqu'au 23 décembre verra la participation de plusieurs pays étrangers dont le Danemark, le Canada, la Corée du sud et l'Italie ainsi que la France, selon le DG de l'AND.

"Plusieurs opérateurs étrangers qui veulent pénétrer le marché algérien prendront, également, part à cet événement et pourront conclure des partenariats fructueux avec des entreprises algériennes activant dans le domaine de la gestion des déchets", a souligné le responsable.

Selon un communiqué de l'AND relevant du ministère de l'environnement, "cette manifestation, qui sera accessible en ligne du 21 au 23 décembre sur le site www.avwe.and.dz, fait suite aux instructions de la ministre de l'Environnement, Nassira Benharrats, dans le cadre de la mise en réseau des acteurs de la gestion des déchets".

"Cet événement sera animé à travers des conférences audiovisuelles, des lives et diverses autres activités relatives à l'information et à la sensibilisation sur les dangers liés aux déchets.

Des pitch pour les porteurs de projets et start-up seront également organisés et un espace dédié à l'innovation et à la recherche scientifique sera disponible, détaille l'AND.

Le salon, composé de stands virtuels, reproduit le fonctionnement d'un salon classique à travers des conférences et permettant des échanges d'information et des relations d'affaires entre exposants et visiteurs, réalisables sur "stand virtuel" par chat, Skype, email et téléphone via différentes applications.

Selon l'AND, l'initiative comporte plusieurs objectifs, à savoir, la promotion et le développement de la gestion des déchets, la mise en valeur du rôle de cette gestion dans la préservation de l'environnement ainsi que la mise en exergue du fort potentiel de l'économie circulaire.

M.M

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Des prototypes de bus hybrides prochainement mis en circulation

Des prototypes de bus de transport urbain convertis du diesel vers l'énergie hybride diesel-GPLc seront prochainement mis en circulation à titre expérimental, a indiqué hier à Alger, le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems Eddine Chitour. Dans une déclaration en marge d'une réunion de travail entre le ministre de la Transition énergétique et des énergies renouvelables et le ministre des Mines, Mohamed Arkab, M. Chitour a fait savoir que des prototypes de bus de transport convertis du diesel vers une locomotion hybride diesel-GPLc sillonneront bientôt la capitale dans le cadre d'un projet de réduction de la consommation de gasoil de 30 à 40 % par véhicule. Selon M. Chitour, ce projet a eu l'aval provisoire du ministère des Mines pour étudier la faisabilité de ce nouveau type de bus précisant que les essais seront menés pendant deux mois, en attendant de mettre en place les textes législatifs devant encadrer cette première expérience en Algérie. Ainsi, des prototypes de bus de l'Etablissement de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) roulant au GPLc, grâce à la collaboration de Naftal et de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utili-



sation de l'énergie (APRUE), sillonneront la capitale. « Cette expérience doit permettre également de réduire l'importation de diesel, sachant qu'une tonne de diesel représente l'équivalent de 800 dollars. Nous gagnerons du point de vue économique et nous réduirons le niveau de pollution », a souligné le ministre de la Transition écologique, précisant que les kit GPLc dédiés aux véhicules diesel ont été importés de Pologne. « Notre ambition est de faire en sorte que ce qu'on a réussi avec le GPLc et l'essence, nous voulons l'appliquer au GPLc avec le diesel », a-t-il également précisé. En cas de succès, cette opération sera généralisée à

l'ensemble des bus du transport public et à un certain nombre de poids-lourds à travers le pays, a fait savoir en outre, M. Chitour. Au cours de cette réunion, les deux ministres ont été évoquées aussi la possibilité de développement de la locomotion au GNC et à l'énergie électrique. Pour sa part, M. Arkab a indiqué que son département travaille sur le contrôle réglementaire avec l'appui des ingénieurs des mines afin de permettre à l'utilisation de ces sources d'énergie (GNL, GNC et électrique) d'être sécurisée et conforme aux normes. Par ailleurs, le ministre des Mines a déclaré qu'un second volet de la réunion tenue avec le ministre de la Transition énergétique avait été consacré à la production des substances minérales destinée au marché national notamment au profit du secteur du renouvelable et de la transition énergétique. « Il s'agit de pouvoir s'orienter vers l'industrie de fabrication de composants entrant dans les activités liées aux énergies renouvelables tels que le lithium et le sable siliceux », a souligné M. Arkab, rappelant que son département a lancé récemment un "important" programme de prospection et de production minière englobant 26 projets de recherche répartis sur 17 wilayas du pays.

Le Gouvernement examine mercredi une proposition de règlement du dossier des contrats de pré-emploi

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a annoncé, depuis hier que le Gouvernement examinera lors de sa réunion de mercredi prochain, une proposition relative au "règlement du dossier des contrats de pré-emploi", ajoutant que le nouveau cahier des charges régissant les zones industrielles (ZI) sera connu en début 2021. Intervenant sur les ondes de la Radio de Médéa au terme de sa visite dans cette wilaya, M. Djerad a indiqué que "le Gouvernement examinera mercredi prochain lors de sa réunion une proposition qui sera présentée par le ministre du Travail pour parvenir à des solutions en faveur du dossier des contrats de pré-emploi". A cette occasion, le Premier ministre a affirmé que le "gouvernement œuvrera à la révision de l'organisation des zones industrielles, à la faveur d'un nouveau cahier des charges qui sera révélé en début de l'année prochaine, en vertu duquel le foncier industriel ne sera attribué qu'aux investis-

seurs réels". Evoquant les zones d'ombres, M. Djerad a insisté sur le fait de ne pas "dénaturer la réalité" concernant ces zones auxquelles le Président Tebboune avait insufflé une véritable dynamique depuis sa réunion avec les walis, précisant que le développement est étroitement lié au principe de "priorités". "L'Algérie nouvelle n'est pas un slogan vain, mais plutôt une réalité tangible dont les objectifs supérieurs sont contenus dans le programme d'action du Président Tebboune et le Plan d'action du Gouvernement", ce pendant il faut travailler pour opérer le changement. Au sujet de la pandémie de Covid-19, le Premier ministre a réaffirmé que l'Algérie, depuis le début, avait fait face à ce virus à la faveur d'une approche scientifique "mise en œuvre par un Comité scientifique", ajoutant que "les réalisations de l'Algérie ont été saluées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ajoutant qu'en dépit de la baisse du nombre de conta-

minations, "nous devons rester vigilants pour poursuivre la lutte contre cette pandémie dont le meilleur traitement demeure la prévention et le respect des gestes barrières". Rappelant les contacts établis, ces derniers mois, avec des laboratoires de production du vaccin anti Covid-19, il a fait savoir que l'Algérie voulait assurer les meilleurs conditions pour acquérir ce vaccin qui sera prochainement disponible. Après avoir affirmé que la majorité des membres du Gouvernement sont des "enseignants universitaires" et que le Gouvernement a hérité de "cumuls", M. Djerad a appelé à donner la chance aux jeunes, d'autant que l'avenir de l'Algérie est entre les mains de sa jeunesse. Par ailleurs, le Premier ministre a promis d'aider les équipes sportives souffrant de difficultés financières en fonction des capacités disponibles.

M.M

Production de plus de 435000 qx d'olives prévue à Relizane (DSA)

Une production de 435.905 quintaux d'olives est prévue dans la wilaya de Relizane lors de la campagne de cueillette de la saison 2020-2021, a-t-on appris dimanche auprès de la direction des services agricoles (DSA). La cheffe de service organisation de la production et appui technique, Nadia Arbaoui a souligné que la campagne de cueillette

lancée au mois d'octobre dernier a ciblé 7735,5 hectares de champs productifs sur un total de 11.588 ha de la superficie oléicole dont dispose la wilaya. Cette campagne, qui tire à sa fin, a touché une surface de 7.400 ha avec une récolte de plus de 356.000 qx (351.899 d'olive de table, 4.627 d'olive pour l'huile). L'oléiculture prévoit lors de cette campagne un

rendement de 56 qx/ha surtout en zones à hautes potentialités productives dont Oued Rhiou et Jdiouia. La plupart des oliviers sont de variété "Sigoise" avec un taux de plus de 80 pour cent et le restant de "Sévilane", sachant que le nombre d'oliviers de la wilaya est de 1,734 million d'arbres dont 1,237 million productifs.

A.P

ENVIRONNEMENT

Le FEM approuve 78 millions dollars pour financer des projets de la FAO

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a approuvé des versements de plus de 78 millions dollars pour financer des projets menés par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Seize pays bénéficieront de ces financements, qui visent à conserver la biodiversité, à améliorer les services éco-systémiques, à lutter contre la dégradation des terres et à préserver les ressources naturelles terrestres et aquatiques, a indiqué un communiqué de la FAO publié sur son site web. Les projets approuvés visent à faire face aux crises environnementales mondiales qui nuisent à la productivité et à la durabilité des systèmes agricoles terrestres et aquatiques sur les cinq continents. Ces projets fourniront aussi aux pays des moyens de gérer les répercussions de la pandémie de Covid-19 tout en renforçant la résilience à long terme face aux chocs futurs imputables à l'accroissement du risque climatique et à la dégradation de l'environnement. politiques plus fermes visant à conserver la biodiversité et les ressources naturelles terrestres et aquatiques, et à renforcer la convergence des politiques et la coopération transfrontière. "Il est nécessaire de trouver, sans plus attendre, des pistes qui permettent de reconstruire en mieux, en respectant davantage l'environnement. Le partenariat entre la FAO et le FEM donne aux pays et aux populations des possibilités de bâtir des systèmes agroalimentaires plus inclusifs, plus résilients et plus durables afin d'améliorer la production, la nutrition, l'environnement et les conditions de vie", a déclaré le directeur général de la FAO, M. Qu Dongyu, cité dans le communiqué. Les projets approuvés permettront d'apporter une aide directe à 480.000 personnes, de restaurer plus de 340.000 hectares de terres dégradées, d'améliorer la gestion de près de 7,4 millions d'hectares de paysages et de 5,2 millions d'hectares d'aires terrestres ou marines protégées, et de réduire de 12,4 millions de tonnes les émissions de gaz à effet de serre. Ces projets s'inscrivent dans la continuité du partenariat FAO-FEM, qui a déjà permis de venir en aide à près de cinq millions de personnes, de créer 350.000 emplois en zone rurale, de préserver la biodiversité dans près de 200 écosystèmes marins vulnérables, et de sauver de l'extinction environ un millier de variétés de végétaux et d'espèces ou de races d'animaux. L'un des derniers projets de la FAO approuvés par le Conseil du FEM est le projet GreenMex, dont l'objectif est de généraliser la conservation de la biodiversité, la gestion intégrée des paysages et les liens entre les écosystèmes dans le cadre de Sembrando Vida, un programme de protection sociale en milieu rural mis en œuvre au Mexique.

A.E

Raccordement de plus de 100 universités et écoles supérieures à la plate-forme électronique d'Algérie-Poste

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, a affirmé, dimanche, que plus de 100 universités et écoles supérieures avaient été raccordées à la plate-forme électronique d'Algérie-Poste. Plus de 100 universités, écoles supérieures et centres universitaires ont été raccordés à la plate-forme électronique d'Algérie Poste, a fait savoir M. Boumzar dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de remise de diplômes de nouveaux lauréats de l'Institut National de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication de l'Eucalyptus (Alger) et de l'Institut National des Télécommunications et des Technologies de l'information et de la Communication (INT-TIC) d'Oran, qui s'est déroulée en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane. "La convention conclue avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique relative à la facilitation des procédures et la numérisation de l'opération d'inscription des nouveaux étudiants constituait défi, compte tenu de la conjoncture sanitaire difficile dans lequel elle intervient", a-t-il ajouté. Selon le ministre, "plus de 180.000 Comptes Courants Postaux (CCP) ont été ouverts à distance. Un total de 65.000 opérations d'épaiement ont été également enregistrées", affirmant que "ce chiffre, qui est considérable, est un succès pour nous". De son côté, M. Benziane, qui a fait état de nouveaux projets programmés avec le secteur de la Poste et des Télécommunications et Algérie Télécom concernant le réseau Internet, relevant l'existence d'une omission mixte œuvrant à "l'expansion du réseau internet et l'augmentation du débit". Les deux ministres ont présidé, au niveau du siège d'Algérie Télécom, la cérémonie de remise de diplômes aux étudiants de l'Institut National de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication de l'Eucalyptus (Alger) et de l'INTTIC via visioconférence. Intervenant à cette occasion, M. Boumzar a félicité les lauréats ayant obtenu des diplômes de License et de master à Alger et d'ingénieur à Oran, mettant en avant leurs efforts tout au long de leur cursus universitaire. Il a insisté, dans ce sens, sur l'impératif de veiller à l'application du protocole sanitaire et des gestes barrières visant à préserver la sécurité des étudiants.

O.S

ANNABA

Des annexes de formation prévues dans les zones lointaines et enclavées

Des annexes de formation professionnelle seront ouvertes en prévision de la session de formation de février 2021 dans plusieurs zones lointaines et enclavées dont des zones d'ombres des communes de Séraïdi, El Eulma et Teriâyat dans la wilaya de Annaba, a-t-on appris dimanche du directeur local de la formation et de l'enseignement professionnels, Abdelkader Sebar. Les travaux d'aménagement et d'équipement sont en cours permettant l'ouverture de trois (3) nouvelles annexes (2 dans les zones d'ombre Bouzizi, dans la commune montagnaise Séraïdi et Douar Sidi Hamèd à la commune El Eulma, et une troisième annexe dans la commune rurale Teriâyat, a précisé le même responsable en



marge de l'ouverture de la session de formation 2020-2021 complétant la session de février dernier interrompue depuis mars à cause de la Covid-19.

L'opération permet d'instaurer l'égalité des chances en matière de formation professionnelle à travers l'ensemble du territoire de la wilaya, notamment dans les

zones lointaines et enclavées, a indiqué M. Sebar. Plusieurs infrastructures de formation et d'apprentissage de la wilaya d'Annaba ont fait l'objet de travaux d'aménagement et de mise à niveau en prévision de la reprise de la session de formation interrompue depuis le mois de mars dernier à cause du coronavirus, selon la même source qui a fait part, dans ce contexte, de l'aménagement de trois ateliers pédagogiques dans les établissements de formation d'Oued El Cuba, ville d'Annaba, Oued Ziad, dans la commune Sidi Ammar, et le centre de formation et d'apprentissage de la commune Ain El Berda. Au total, 13.300 stagiaires ont rejoint dimanche les établissements du secteur de la formation

et de l'enseignement professionnels à Annaba qui compte 15 établissements de formation dont deux instituts nationaux de formation et d'apprentissage, a-t-on noté. Pour rappel, les ateliers de confection des annexes de formation de la wilaya contribuent depuis mars dernier à l'appui de l'effort national de prévention du coronavirus à travers la confection de masques de protection au profit des associations et partenaires de la société civile qui les distribuent aux citoyens. Les ateliers de confection relevant des annexes et centres de formation demeurent mobilisés pour répondre aux besoins exprimés en la matière et participer aux efforts de prévention de la Covid-19.

SAIDA

Deux morts par asphyxie au monoxyde de carbone (PC)

Deux personnes d'une même famille sont mortes asphyxiées au monoxyde de carbone dimanche dans la wilaya de Saida, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Les agents de la Protection civile sont intervenus dans une habitation au village "Abid" dans la commune de Hassasna pour évacuer les corps des deux personnes, un homme de 65 ans et une femme de 48 ans qui présentaient des signes d'asphyxie au monoxyde de carbone émis par un chauffage fonctionnant au gaz butane. Les corps ont été transférés à la morgue de l'hôpital "Ahmed Medaghri" du chef-lieu de wilaya et la Gendarmerie nationale a ouvert une enquête sur les circonstances de ce drame.



BOUIRA

Le censeur d'un lycée à El Adjiba agressé par un groupe d'inconnus

Le censeur du lycée "Kheddouci Mohamed Ameziane" d'El Adjiba (Est de Bouira), Abdelhafidh Boutoughmas, a été victime d'une agression commise, dimanche, par un groupe d'inconnus, a-t-on appris, lundi, auprès des services de cet établissement.

Selon les détails fournis par Mme Tassadit Remaci, une des employées du lycée, le censeur a été "violemment tabassé et agressé par des inconnus après qu'il leur ait demandé de sortir de l'établissement". "Les agresseurs, qui se sont introduits à l'intérieur du lycée, avaient refusé de sortir avant de

tabasser le censeur suite à une altercation", a expliqué Mme Remaci. Les enseignants ont enclenché un mouvement de grève qui se poursuit jusqu'au lundi en guise de protestation contre l'insécurité régnant dans leur établissement. Une enquête a été ouverte par

les services de la Gendarmerie nationale d'El Adjiba pour arrêter les auteurs de cette agression. En 2019, un élève issu de ce même lycée, avait été agressé au coteau par un groupe de jeunes après une violente rixe survenue devant l'entrée de l'établissement.

A.A

TLEMCEN

Arrestation d'un groupe de malfaiteurs ayant séquestré un jeune (sûreté de wilaya)

Les éléments de la daïra de Remchi (wilaya de Tlemcen) ont arrêté dernièrement un groupe de malfaiteurs composé de six individus ayant enlevé et séquestré un jeune, a-t-on appris dimanche dans un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de

wilaya. L'opération a été menée par les policiers de la sûreté urbaine "Bab Ezziyara", relevant de la sûreté de daïra de Remchi, suite à des informations selon lesquelles un groupe de malfaiteurs aurait enlevé et conduit un jeune homme de la plage de Rachegoune dans la wilaya d'Ain

Temouchent vers la commune de Remchi, selon la même source, a-t-on indiqué. Sitôt alertée, la police a élaboré un plan qui a permis de localiser le lieu de détention et de faire un assaut pour libérer la victime et arrêter les six mis en cause âgés entre 23 et 27 ans, en plus de la

saisie d'un véhicule ayant servi à des actes criminels, a-t-on fait savoir. Une procédure judiciaire a été engagée pour présenter les six inculpés devant le procureur général près le tribunal de Remchi, a-t-on ajouté de même source sécuritaire.

P.P

El Tarf

Récupération de 25 têtes d'ovin destinées à la contrebande

Les services de l'inspection divisionnaire des douanes relevant de la compétence territoriale de la direction régionale de ce corps constitué à Annaba ont récupéré dans le cadre de deux opérations distinctes 25 ovins et saisi 1.254 unités d'accessoires divers (écouteurs, câbles USB et parfums), a-t-on appris dimanche auprès de la chargée de communication de ce corps. Lors de la première opération de contrôle, la brigade mobile de Bouhadjar en collaboration avec les forces de l'Armée nationale populaire (ANP) ont récupéré 25

têtes d'ovin destinées à la contrebande depuis la localité montagnaise de Bouhadjar, a ajouté la même source. Les services des douanes ont indiqué que les mis en cause seront poursuivis pour "transport non autorisé de ce cheptel dans cette région qui est soumise au rayonnement douanier", a-t-on signalé, rappelant que cette infraction est réprimée par les articles 324 et 288 du Code des douanes. Pas moins de 1.254 unités comportant, entre autres, 300 écouteurs, 300 câbles USB, 200 masques de protection et 144 flacons de parfums ont été, par ail-

leurs, saisis, par la brigade mobile de Bouhadjar en étroite collaboration avec les services de la gendarmerie nationale d'El Tarf, a souligné la même source. Les services des douanes ont saisi chez un conducteur dans le cadre de cette opération un important lot de produits divers que le mis en cause envisageait de faire passer en territoire tunisien.

L'infraction relevée est réprimée par les articles 225, 226, 246, 324, 336 du code des douanes,

M.M

Sétif

Plus de 50 nouvelles opérations de développement pour les zones d'ombre

Cinquante et une (51) nouvelles opérations de développement ont été inscrites au titre de l'exercice 2021 au profit des zones d'ombre de la wilaya de Sétif, a annoncé dimanche le chef de l'exécutif local, Kamel Abia.

S'exprimant sur les ondes de radio Sétif dans l'émission radiophonique "journée ouverte sur les zones d'ombre" initiée par la radio nationale, le wali a déclaré que ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la stratégie du président de la République Abdelmadjid Tebboune visant à éliminer les déficits en développement de certaines régions et en assurer le désenclavement et l'amélioration des conditions de vie de leurs populations.

Ces projets portent notamment sur l'approvisionnement en eau potable, le raccordement aux réseaux de gaz, d'électricité et routier et la prise en charge des manques en matière d'éducation, et de santé notamment, a précisé le même responsable qui a affirmé que les procédures liées aux consultations, à la passation de contrats et aux études ont été lancées en vue d'entamer la réalisation dans "les plus proches délais".

Trente et une (31) opérations supplémentaires sont actuellement en cours d'études mobilisant 560 millions DA, liées au secteur des ressources en eau (4), au raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité (18) et à la réalisation de route et au désenclavement (9), a révélé le responsable de la wilaya. Durant l'année 2020, pas moins de 38 opérations de développement ayant mobilisé 450 millions DA ont été exécutées au profit des zones d'ombre, selon le wali qui a précisé que la programmation de ces actions a été effectuée après recensement des besoins et préoccupations fondamentales par une commission plurisectorielle composée de plusieurs équipes spécialisées qui sont descendues sur le terrain pour écouter les habitants.

La wilaya de Sétif compte 28 zones d'ombre habitées par près de 8.200 personnes et réparties sur 15 communes, a ajouté le wali

J.J

SOUK AHRAS

9 nouvelles spécialités ouvertes dans les sections déléguées des zones d'ombre

Neuf (9) nouvelles spécialités ont été ouvertes dans les sections déléguées de formation professionnelle dans les maisons de jeunes au profit des zones d'ombre de la wilaya de Souk Ahras, a indiqué dimanche, le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels, Sebti Hassida. Ces spécialités (élevage bovin, élevage ovin, apiculture, les grandes cultures, la culture des plantes médicinales et aromatiques, culture des plants d'arbres, la couture, coiffure) ont été ouvertes dans les 7 maisons de jeunes des communes d'Ain Sol-tane, Khemissa, Safel El Ouidène, Zouabi, Zaârouira, Henanecha et Ouilène, a précisé

le même responsable en marge de l'ouverture de la nouvelle rentrée professionnelle au CFPA d'Oum El Adhaïm par le wali de Souk Ahras Lounès Bouzegza. L'ouverture de ces spécialités s'inscrit dans la stratégie de prise en charge des préoccupations en matière de formation des habitants de ces zones, a déclaré le wali qui a insisté à l'occasion sur le respect du protocole sanitaire pour contenir la propagation de l'épidémie du Covid-19 et sur l'importance de la formation professionnelle pour le développement local et la lutte contre le chômage y compris dans les zones d'ombre.

Il a également relevé que la création de la zone industrielle de

M'daourouch, des zones d'activités d'Oued Kebrit, Sidi Fredj et Bir Bouhouch et de micro-zones d'activités dans les 26 communes de la wilaya générera des besoins en main d'œuvre qualifiée dans diverses spécialités.

Le secteur de la formation professionnelle dans la wilaya de Souk Ahras compte 2 INSFP, 16 CFPA et 2 annexes offrant une capacité d'accueil de 4.325 places pédagogiques en plus de 200 autres places offertes par deux établissements privés.

Le secteur vient de réceptionner en outre, selon son directeur, une maison d'accompagnement et d'insertion des diplômés du secteur pour favoriser leur accès à l'emploi.

SAIDA

Signature de 5 conventions de formation des jeunes

Une cérémonie de signature de cinq conventions de formation au profit des jeunes dans plusieurs spécialités professionnelles a été présidée, dimanche au centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) "Sadouki Larbi" dans la commune de Sidi Boubekeur, par le wali de Saida, Said Sayoud. Ces conventions, conclues entre les directions de la formation et de l'enseignement professionnels, de l'environnement et des travaux publics et les assemblées populaires communales de Hount, Sidi Boubekeur, et Sidi Ameur, concernent la formation d'une centaine de stagiaires en gestion des déchets, maintenance des routes, bâtiment, peinture et horticulture. La rentrée de formation professionnelle a été marquée dans la wilaya par 2.665 nouveaux stagiaires ayant rejoint différents modes et spécialités sur un total de 5.724 stagiaires inscrits répartis sur 14 établissements dont deux instituts nationaux spécialisés, 11 CFPA et une annexe. En marge de la cérémonie de la rentrée de la formation, le wali a indiqué que 240 projets de développement ont été réalisés à travers les zones d'ombre de la wilaya depuis le début de l'année en cours jusqu'à ce jour. Ces projets dotés d'une enveloppe de 4 milliards DA ont porté sur la réalisation de réseaux d'eau potable, d'assainissement et d'électricité utilisant l'énergie solaire, l'ouverture de pistes, entre autres. Il est prévu la réception de 37 autres projets de développement à travers différentes zones d'ombre en fin décembre en cours.

A.E

ILLIZI

Une vingtaine de sections détachées pour la formation de la femme rurale

Dix-neuf (19) nouvelles sections détachées de la formation professionnelle ont été ouvertes au titre de la rentrée 2020/2021 dans la wilaya d'Illizi pour la formation de quelques 300 femmes rurales dans différentes spécialités, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP). Ouvertes au niveau des régions enclavées et zones d'ombres de Fadhnoune, Ain El-Kours, Tarat et Ihrir, ces sections détachées, relevant des six centres de la formation professionnelle que compte la wilaya, assurent la formation de la femme rurale au foyer, dans les filières de couture, bijouterie traditionnelle, tissage et maroquinerie, susceptibles d'assurer sa qualification et son insertion professionnelle, a indiqué le DFEP, Youcef Hamdani.

Plus de 1.700 inscrits étaient au rendez-vous dimanche pour la rentrée de la formation professionnelle au niveau des structures du secteur où toutes les conditions ont été réunies pour assurer une rentrée sécurisée en cette conjoncture exceptionnelle marquée de la pandémie du Coronavirus (Covid-19). L'ouverture de la nouvelle session de formation a été donnée au niveau de l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle d'Illizi, en présence des autorités de la wilaya locales qui ont assisté, à cette occasion, à la signature par le secteur de deux conventions de partenariat, l'une avec la Cour de justice et l'autre avec la direction des Moudjahidine et ayants-droits d'Illizi.

Le secteur dispose dans cette wilaya de six (6) centres de formation et d'apprentissage et deux (2) instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle à Illizi et Djanet.

MOSTAGANEM

Signature de trois conventions de formation en électronique, bâtiment et pêche

Trois conventions de coopération ont été signées dans la wilaya de Mostaganem dans les domaines de l'électronique industrielle, du bâtiment et de la pêche et aquaculture, a-t-on appris dimanche du directeur de la formation et de l'enseignement professionnels Abdelkader Touil.

Lors de la cérémonie de lancement de l'année de formation 2020-2021 par les autorités locales, M. Touil a indiqué que les conventions entrent dans le cadre du plan d'action visant à introduire, début février prochain, des métiers liés à la pêche, à l'aquaculture, au tourisme, à l'hôtellerie et à l'environnement et à les développer. Une convention a été signée entre les secteurs de la formation et de l'enseignement professionnels et de la pêche et des ressources halieutiques, en attendant deux autres documents similaires en voie de finalisation pour les secteurs du tourisme et de l'environnement par des commissions conjointes, a-t-on indiqué.

Les services de la formation et de l'enseignement professionnels ont signé deux conventions avec la société de câbles algériens (filiale du groupe industriel de Sidi Bendehiba) et le complexe "El Bayrak" du bâtiment pour la formation dans différentes spécialités d'électronique industrielle et de métiers du bâtiment.

Ces accords permettront de fournir une main d'œuvre qualifiée dans les secteurs concernés, d'actualiser des contenus de formation professionnelle dans ces domaines en donnant l'occasion à des modes spécialisés, des outils pédagogiques et des espaces pour effectuer des stages au sein des CFPA et en installant des stagiaires au niveau des chantiers et unités industrielles et productives.

Environ 6.500 stagiaires ont rejoint dimanche les instituts et centres de formation et d'enseignement professionnelle dont 3.600 en mode apprentissage, 1.950 en formation résidentielle et 500 en formation initiale de qualification ciblant les femmes au foyer et en formation en milieu rural.

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya de Mostaganem compte 16 établissements de formation dont 13 CFPA, deux instituts nationaux spécialisés et une annexe de formation, en plus de 800 lits pour le régime internat, 1.400 places en demi pensionnat et 12 écoles privées qui offrent 540 places.

A.AMINE

EL TARF

Plus de 6.130 stagiaires ont rejoint les établissements de formation professionnelle

Plus de 6.130 stagiaires ont rejoint hier les établissements de formation professionnelle relevant de la wilaya d'El Tarf où des mesures strictes de suivi du protocole sanitaire ont été prises pour prévenir et lutter contre la covid-19.

Lors du coup d'envoi de la rentrée de décembre 2020, donnée par le wali d'El Tarf Harfouche Benarar à partir de l'Institut national spécialisé (INS) Djilali Mohamed Ben Lakhdar de Bouhadjar, les responsables du secteur ont assuré que les 6.132 stagiaires parmi lesquels 2.850 filles, répartis à travers 574 sections ont repris leur formation au niveau des 18 établissements après la mobilisation de l'ensemble des dispositions nécessaires pour préserver leurs vies.

Le wali a, dans ce contexte, insisté sur l'importance du strict respect des gestes barrières, notamment le port de masque de protection et la distanciation physique pour éviter d'éventuelles contaminations.

Il a également mis en exergue la panoplie de spécialités et formations proposée par le secteur au profit des jeunes de cette wilaya à vocation agricole et touristique par excellence.

Saluant les efforts déployés par les travailleurs dans ce secteur, notamment en cette période de propagation de la pandémie covid-19, Harfouche Benarar a mis en relief le rôle joué par ce secteur pour répondre à la demande en matière de formation, dispensée au niveau des 18 établissements ayant une capacité globale de 4.575 postes pédagogiques et 920 lits pour les stagiaires pensionnaires.

La wilaya d'El Tarf compte trois instituts nationaux spécialisés, en l'occurrence l'INS de Bouhadjar qui propose des formations en rapport avec l'agriculture, l'agroalimentaire et les métiers de l'eau et l'environnement, celui d'El Tarf dédié au tourisme et à l'hôtellerie et, enfin, celui de Dréan pour l'énergie et l'environnement.

Cette wilaya frontalière dispose également de 12 centres de formation et trois (3) écoles privées agréées, d'une capacité globale de 350 postes pédagogiques, situés respectivement à Dréan, Ben M'Hidi et El Tarf.

A.AMINE

SIDI BEL-ABBES

Lancement de projets de raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité dans les zones d'ombre

Un ensemble de 112 projets de raccordement aux réseaux du gaz et de l'électricité a été lancé à travers les différentes zones d'ombre de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, a-t-on appris dimanche du wali Mustapha Lemani.

Le chef de l'exécutif de la wilaya a indiqué qu'il a été procédé au parachèvement des travaux de nombre de projets liés au raccordement aux deux réseaux, en attendant la matérialisation de 113 autres projets visant l'amélioration des conditions de vie des populations des zones d'ombre.

Une enveloppe financière considérable a été consacrée pour la réalisation d'autres projets, a révélé M. Limani, soulignant qu'une opération de recensement dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes a permis de dénombrier 184 zones d'ombre. Un programme de visites à ces zones est en cours d'élaboration en vue de connaître les préoccupations des populations.

Il a affirmé que les besoins exprimés par les populations des zones d'ombre seront pris en considération et que la priorité est actuellement accordée au raccordement aux différents réseaux vitaux, à l'instar de l'eau potable, du gaz, de l'électricité, de l'assainissement et au désenclavement et la réfection des classes.

Le programme de visites des zones d'ombre à travers la wilaya se poursuivra et ce, pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux de réalisation des opérations liées au développement de ces régions visant à améliorer les conditions de vie des populations, a indiqué la même source.

A.AMINE

CENTRE UNIVERSITAIRE D'EL BAYADH Ouverture de six nouvelles spécialités

Le centre universitaire "Nour El Bachir" d'El Bayadh s'est doté de six nouvelles spécialités au titre de l'année universitaire 2020-2021, ouverte mardi, a-t-on appris du recteur par intérim de cet établissement d'enseignement supérieur. Mahi Abdelhamid a annoncé l'ouverture de quatre spécialités en licence, une de comptabilité à l'institut des sciences économiques, commerciales et de gestion, une autre de sciences agronomiques au niveau de l'institut des sciences naturelles et vie et deux de psychologie clinique et psychologie du travail à l'institut des sciences humaines et sociales. Une autre de master marketing a été ouverte au niveau de l'institut des sciences économiques et commerciales et de gestion et une en biochimie appliquée à l'institut des sciences, a-t-il fait savoir. Le même responsable a souligné que l'ensemble des spécialités ouvertes lors de cette année universitaire a atteint 40



réparties sur quatre instituts, ajoutant que 45 postes de doctorat sont offerts en sciences de gestion, sciences économiques, philosophie, génie civil et éducation phy-

sique et sport. Cette année universitaire est marquée à El Bayadh par l'inscription de plus de 1.500 nouveaux étudiants dont les bacheliers pour atteindre un total de 8.400

étudiants des trois cycles universitaires alors que le nombre d'enseignants est de 200 enseignants, ainsi que l'entrée en service de nouvelles structures pédagogiques, à savoir deux amphithéâtres de 600 places et une bibliothèque d'une capacité de 450 étudiants, soit un total de places pédagogiques de 4.000 places. Il est attendu le lancement, en début d'année prochaine, des travaux de réalisation de 2.000 places pédagogiques, en plus de l'ouverture de quatre nouvelles classes de génie électrique et génie civil, hydraulique, biologie, biochimie qui s'ajouteront à sept classes existantes. Un protocole sanitaire de prévention contre la pandémie du Covid-19 a été mis en place portant sur la répartition des étudiants en groupes, en plus du port obligatoire du masque de protection et autres mesures.

A.Z

CONSTANTINE

Plus de 2000 pièces archéologiques remises au musée Cirta en 2020

Plus de 2000 pièces archéologiques ont été remises en 2020 au musée national public Cirta de Constantine, a indiqué mardi, à l'APS, le chef du service de l'animation, des ateliers pédagogiques et de communication auprès du cet établissement culturel, Abdelhak Chaïbi. "Plus de 2.000 pièces archéologiques dont des pièces de monnaie, récupérées par les services de sécurité (Douanes, Police et Gendarmerie nationales) dans le cadre de la lutte contre la contrebande ont été re-

mises au Musée Cirta", a-t-il précisé. Ces pièces archéologiques provenaient des wilayas de Skikda, Guelma, et Tébessa entre autres, a fait savoir M. Chaïbi également commissaire principal du musée Cirta qui a mis l'accent sur l'importance de lutter contre la contrebande visant le patrimoine national. Les pièces archéologiques remises au musée national public Cirta de Constantine font l'objet de recherches historiques par les experts concernés, a souligné le même responsable qui a mis

l'accent sur l'importance de ces objets dans l'enrichissement de l'histoire nationale et la préservation du patrimoine et de la mémoire collective. Mettant en garde contre le trafic des pièces archéologiques, M. Chaïbi a insisté sur l'importance de la sensibilisation dans la lutte contre ce phénomène qui, de son avis, prend "des dimensions alarmantes notamment avec le développement des technologies de l'information et de la communication".

A.A

Médéa

19 nouvelles officines pharmaceutiques "bientôt" ouvertes (DSP)

Dix-neuf (19) nouvelles officines pharmaceutiques seront ouvertes "bientôt" à travers plusieurs régions de la wilaya de Médéa, où on signale une insuffisance de ce type de structures, a annoncé, mardi, le directeur local de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. La décision de renforcer le parc d'officines pharmaceutiques, notamment au niveau des localités enclavées et les zones d'habitations à forte concentration de population, est "le couronnement d'un long travail de concertation avec les représentants de la profession", a indiqué Mohamed Cheggouri, précisant la liste des nou-

velles officines a été arrêtée, après consultation du conseil de l'Ordre des pharmaciens et les représentants de la section locale du Syndicat des pharmaciens. Le renfort d'officines pharmaceutiques concernent les chef-lieu de communes rurales, accusant un déficit, telles que Boughezoul, Sidi-Rabei, Baata, El-Aissaouia, Tafraoute, Tizi-Mahdi ou Azziz, mais, également les zones d'habitations "très peuplée" et les nouvelles cités, à l'instar de la cité "Ain-Djerda", commune de Draa-Smar, citée 1er novembre, à Berrouaghia, ou "Adjelana", dans la commune de Ksar-el-Boukhari, a expliqué ce responsable. Des

procédures sont "en cours", pour l'étude des demandes d'ouverture d'officine, déjà déposées au niveau de la direction locale de la santé, afin d'entamer, dans les meilleurs délais, la délivrance des agréments d'ouverture et d'exploitation, a indiqué Cheggouri.

A.A

Relizane

Le centre universitaire "Ahmed Zabana" promu au rang d'Université

Le centre universitaire "Ahmed Zabana" de Relizane a été promu officiellement au rang d'Université, a annoncé mardi le recteur de cet établissement d'enseignement supérieur.

Abed Bouadi a souligné, lors de la cérémonie d'ouverture officielle de l'année universitaire 2020-2021 en présence des autorités locales, que la décision de promotion a été publiée au journal officiel (JO) en date du 2 décembre en cours.

Le décret exécutif 339-20 paraissant au numéro 71 du JO fixant les missions de l'université, stipule que l'université de Relizane regroupe désormais les facultés des sciences et technologies, de droit, des sciences sociales et humaines, des sciences économiques et commerciales et de gestion et des lettres et langues. La promotion du centre universitaire de Relizane au rang d'université devra impulser une dynamique nouvelle à travers le développement des mécanismes de recherche scientifique permettant à l'avenir d'accueillir de nouvelles filières, de renforcer l'encadrement pédagogique, a-t-on affirmé.

L'université "Ahmed Zabana" de Relizane recense actuellement 16.000 étudiants dont 3.000 nouveaux inscrits répartis sur six instituts.

Mostaganem

L'Ecole supérieure d'agronomie sera baptisée du nom du résistant Cherif Boubaghla

L'Ecole supérieure d'agronomie de Mostaganem sera baptisée du nom de Mohamed El Amjed Ben Abdelmalek, plus connu sous le nom de Cherif Boubaghla (1820-1854), un des symboles de la résistance populaire contre l'occupant français, a annoncé mardi Kaddour Boudoura, directeur de cet établissement de l'enseignement supérieur. Le ministère des Moudjahidine et Ayants-droit a donné son accord pour que cet établissement de formation porte le nom d'un des résistants dont le crâne a été récupéré par l'Algérie du Musée de l'homme de France au mois de juillet dernier, a indiqué Kaddour Boudoura lors de l'ouverture de l'année universitaire 2020-2021,

ajoutant que la dénomination officielle sera effectuée l'année prochaine lors de la célébration d'une date historique (la Journée du moudjahid ou la Journée du chahid). Le directeur de l'Ecole supérieure d'agronomie de Mostaganem a fait savoir que son établissement a lancé un concours national d'accès à cet établissement de l'enseignement supérieur le mois de novembre dernier, avec l'application rigoureuse du protocole sanitaire de prévention contre la pandémie de la Covid-19, signalant que 165 étudiants ont rejoint les bancs de l'établissement au titre de la nouvelle année universitaire. De son côté, l'Ecole nationale des enseignants a accueilli 340 nou-

veaux étudiants qui suivront des études dans différentes spécialités, notamment la langue arabe, le français et les sciences exactes, a indiqué son responsable, soulignant que le nombre global d'étudiants atteindra 1.000 dans cet établissement. A l'université Abdelhamid Ibn Badis qui regroupe neuf facultés et un Institut d'éducation physique et sportive, près de 4.200 nouveaux étudiants ont rejoint les bancs des études, sachant que le nombre total d'étudiants est de 29.000 étudiants dont 1.174 en post-graduation. Ces établissements universitaires ont adopté le système d'enseignement par groupes. A noter que les installations pédagogiques ne recevront

qu'un nombre limité d'étudiants en même temps, avec l'affectation d'une chambre pour chaque étudiant dans les neuf cités universitaires (7.000 chambres) et une application rigoureuse des mesures de prévention contre la propagation du coronavirus. Concernant l'enseignement à distance, l'administration de l'université de Mostaganem a mis en place quatre laboratoires audiovisuels pour l'enregistrement des cours et a ouvert une chaîne virtuelle sur Internet, ajoutée à la plateforme numérique "modal" et une plateforme d'enseignement télévisuel pour généraliser ce type d'enseignement, notamment pour les nouveaux étudiants universitaires.

A.E

Les moments difficiles dans la vie d'un entrepreneur

Souvent répété en boucle l'adage « la vie d'un entrepreneur n'est pas un long fleuve tranquille », n'est pas seulement un leitmotiv énoncé sans raisons. L'entrepreneur est confronté, on pourrait le dire, aux intempéries de toute entreprise et doit pouvoir sans cesse rebondir pour permettre à son entreprise de rester pérenne. Les circonstances peuvent comme par exemple en ce moment des grèves qui ont détourné des acheteurs de son entreprise, de la multiplication de concurrents sur un terrain où vous aviez le monopole, des promotions alléchantes, de l'innovation... et la stratégie que vous aviez élaborée n'a plus de sens. Disposant d'une grande liberté qui lui permet de s'épanouir, l'entrepreneur n'est pourtant pas protégé contre certaines situations difficiles qui peuvent remettre en question la viabilité de l'entreprise : ventes en baisse, trésorerie tendue, conflits d'intérêt ou dépôt de bilan. Comment faire pour gérer au mieux ces moments indésirables et éviter le pire ?

La baisse du chiffre d'affaires

Incertitudes ou dévalorisation, les substantifs ne manquent pas lorsqu'un entrepreneur mobilise tous les moyens humains, matériels et financiers pour espérer des ventes qui ne se réalisent pas. Dans cette situation, qui se répète de nombreuses fois dans la vie d'un entrepreneur, il faut réagir rapidement et procéder à une nouvelle étude de marché. Il faut tout d'abord observer précisément les pratiques commerciales de la concurrence, puis prendre davantage en compte la spécificité de la clientèle et enfin trouver une identité commerciale.

L'absence de rémunération

Il est difficile pour un entrepreneur d'être à la fois stratège, financier ou communicant sans pouvoir se verser la moindre rémunération. Cette situation est une vraie épreuve pour un chef d'entreprise qui doit bien souvent faire face à un burn out. Pour éviter de ne pas s'assumer financièrement, il faut établir un business plan précis dès le démarrage de l'activité puis le réévaluer mensuellement en y in-



tégrant une rémunération. L'idéal est de prévoir une épargne de précaution en cas de coup dur avant de débiter l'exploitation de son affaire.

Le conflit avec un associé

Un ami de longue date ou un business angel sélectionné pour ses compétences économiques... Pourtant, les relations avec son associé se dégradent pour une question de stratégie commerciale ou d'extension d'une ligne de crédit. Du jour au lendemain, l'existence de l'entreprise est mise en péril. Pour régler rapidement le conflit, mieux vaut organiser une réunion formelle dans le but de réaffirmer ses objectifs et ceux de son associé. Si le conflit ne se résout pas, il faut reformuler le contenu de l'entretien dans une lettre recommandée voire saisir le juge.

L'arrêt des financements bancaires

Un chiffre d'affaires dégradé et plusieurs rejets de prélèvement suffisent à la banque pour stopper toute ligne de crédit. C'est une situation dramatique pour un entrepreneur car le manque de trésorerie ne permet pas de régler les divers fournisseurs, provoquant ainsi une diminution du stock et du chiffre d'affaires. Pour rétablir la situation, plusieurs actions sont à mener de front :

- Continuer les négociations avec la banque
- Demander des délais de paiement auprès de ses fournisseurs et autres partenaires
- Saisir le médiateur du crédit mandaté pour rechercher une solution financière

La déclaration de cessation de paiement

Malgré tous les efforts déployés pour sauver son entreprise, il arrive qu'aucune solution ne puisse rendre viable son activité. Lorsque les dettes s'accumulent et que le retard des paiements dépasse 45 jours, il faut déclarer son entreprise en cessation de paiement. Si une phase de redressement est accordée, il est recommandé de communiquer régulièrement avec le mandataire judiciaire. En parallèle, il est bon de penser à sa reconversion professionnelle (cession de l'entreprise, entretiens d'embauche...). Mais, il faut vraiment penser au rebond et chercher des solutions et pour cela plutôt que de s'isoler rencontrer des personnes expertes qui vous aideront à sortir de l'impasse.

Comment s'améliorer en « stratégie »

La stratégie est votre boussole mais aussi celle de vos collaborateurs. Elle permet de ne pas remettre en question au moindre coup de vent les décisions prises et l'organisation des services. Rien de plus déconcertant qu'un dirigeant qui est influencé par les circonstances extérieures, ne sait pas maintenir le cap et se révèle incapable d'anticiper. La stratégie d'entreprise est l'ensemble des actions, des décisions et des moyens à mettre en œuvre sur une période donnée (moyen ou long terme) pour l'atteinte des objectifs. C'est en quelque sorte le guide de l'entrepreneur. Pour s'améliorer en « stratégie », il faut forcément maîtriser la « démarche stratégique »

adaptée au modèle économique de son entreprise.

Quatre étapes sont nécessaires pour réaliser une stratégie performante.

Première étape : réaliser un diagnostic stratégique

Le but de la mise en place d'une stratégie d'entreprise est de créer continuellement du potentiel pour la bonne marche des activités. Pour mieux la définir, il faut commencer par un « diagnostic stratégique » de la situation actuelle de l'entreprise. Les spécialistes parlent communément de forces-faiblesses et d'opportunités-menaces ou analyse SWOT. Il existe une palette d'outils pour réussir cette analyse. Par exemple, la théorie des jeux et les stratégies de domination par les coûts, de rupture, Blue Ocean, de différenciation ou de focalisation sur les niches.

Deuxième étape : passer en revue les processus actuels

Si rien ne va plus, c'est justement à cause d'un maillon faible ou d'un aspect négligé. Le plus urgent c'est d'examiner les processus en cours. Pour réussir cette étape, il faut que le dirigeant se comporte comme un potentiel investisseur. Tout en gardant à l'esprit la vision et les objectifs de l'entreprise, il doit s'assurer que les processus mis en place répondent aux besoins et y ajoutent de la valeur. En fonction de l'information et du flux des matériaux, il va cartographier chaque processus. Ainsi, il comprendra les liens entre les éléments de la production et il sera plus outillé pour détecter les sources de gaspillage et les éliminer.

Troisième étape : préférer l'approche d'amélioration continue

Pour mettre en place un plan d'amélioration continue, il faut :

– Réaliser une étude de la concurrence et surtout des meilleures pratiques du secteur dans lequel vous opérez. Les spécialistes appellent cette démarche analyse comparative. En menant une étude de la concurrence, vous ne devez pas copier exactement le plan des autres entreprises. Essayez plutôt d'en élaborer un qui répond aux objectifs de votre entreprise.

– Se baser sur des ressources externes pour évaluer vos forces et faiblesses. C'est la meilleure manière d'obtenir un point de vue externe afin de définir une nouvelle stratégie permettant d'améliorer la productivité de l'entreprise.

– Définir des priorités en mettant en place une approche progressive. Cette démarche permet d'obtenir plus rapidement des résultats convaincants plutôt que d'essayer de tout réaliser au même moment.

– Réorganiser les équipes tout en tenant compte des compétences des collaborateurs.

Quatrième étape : se concentrer sur son cœur de métier

Aujourd'hui, la sous-traitance est un moyen rentable pour les PME. Elle permet aux entreprises de concentrer leurs efforts sur ce qu'elles font de mieux. Par exemple, vous pouvez choisir d'externaliser votre comptabilité, votre logistique, votre système informatique, les relations publiques ou la paie. Avant d'entreprendre cette démarche, pensez à évaluer vos coûts et votre production. Il est important de détecter les fonctions de bases qui accroissent votre chiffre d'affaires et les fonctions qui nuisent à votre productivité et augmentent vos dépenses. Contrairement aux idées reçues, la sous-traitance n'est pas à la cause de la perte du contrôle de l'entreprise, elle permet plutôt d'adopter une bonne stratégie et de se concentrer sur son cœur de métier. En adoptant une alliance stratégique, vous développez votre entreprise sans engager des coûts supplémentaires ni augmenter la taille de votre entreprise.

K.AMEL

Demande d'augmentation, les arguments pour refuser

Sujet délicat, sujet récurrent et qui parfois revient lors des rencontres informelles au moment où le dirigeant s'y attend le moins. Mille raisons peuvent justifier d'augmenter un salarié et particulièrement si ce salarié s'implique mais aussi mille raisons peuvent justifier de refuser. La rémunération est un sujet qu'il faut considérer en amont que l'on soit en période de croissance ou en période de récession. L'entreprise jouit d'une large liberté pour fixer et faire évoluer le salaire du personnel à condition de respecter les normes imposées par le Code du travail, le contrat de travail, la convention collective et les usages de l'entreprise. En principe, l'entreprise n'est pas obligée de se prononcer en faveur de l'augmentation de salaire de son salarié. Dans ce

cas, elle doit savoir justifier son refus afin d'éviter les conflits.

Si la demande d'augmentation de salaire ne semble pas justifiée

Il est plus facile de répondre à une demande d'augmentation de salaire non justifiée. En principe, un salarié sollicite la reconnaissance de l'entreprise à la suite d'une surcharge de travail, de nouvelles responsabilités ou de nouvelles tâches. L'entreprise doit ressentir les efforts qu'il fournit, son efficacité à remplir ses fonctions correctement, et ses contributions pour aider l'entreprise à se développer. Si les travaux réalisés par le salarié ne génèrent pas pour l'instant d'impacts positifs sur la production, l'augmentation de son salaire risque de compromettre à l'équilibre financier de la so-

ciété. Ce facteur explicite permet de justifier d'un refus d'augmentation de salaire, du moins dans un premier temps. Le manager ne doit toutefois pas hésiter à montrer à son salarié le chemin à suivre en vue de cette augmentation et lui montrer que si la situation devient propice, cette augmentation pourra être envisagée.

S'il s'agit d'une augmentation collective

La majorité des entreprises procèdent aux augmentations de salaire à une période fixe, souvent vers la fin ou en début d'année. L'augmentation peut être faite de manière individuelle ou collective, selon le régime mis en place par l'entreprise. Avant d'accorder une augmentation, l'entreprise réalise un entretien d'évaluation pour déterminer la compétence de

chaque salarié. Certaines entreprises adoptent un système d'augmentation de salaire de nature collective. Dans ce contexte, les négociations se dérouleront entre l'employeur et le syndicat, qui négocieront une augmentation en faveur des salariés. Les négociations se baseront sur les résultats de l'évaluation que l'entreprise a demandé au préalable. Dans le cas où la situation économique et financière de l'entreprise ne le permet pas, le manager ne doit pas hésiter à fournir les détails des raisons du refus de la demande d'augmentation.

Ne jamais démotiver un salarié

Une réponse défavorable à une demande d'augmentation de salaire ne doit pas constituer de source de démotivation pour le

salarié. Le manager doit motiver son refus en fournissant des explications bien fondées tout en évitant de dévaloriser le demandeur. Il doit reconnaître les efforts fournis par le salarié même si celui-ci n'a pas atteint l'objectif fixé par l'entreprise. La rémunération constitue un sujet très délicat qu'il faut traiter avec diplomatie. Annoncer une réponse négative exige de faire preuve d'une certaine délicatesse. Le dirigeant ne doit pas se précipiter à donner sa réponse. Il doit montrer à son salarié qu'il considère sa demande en prenant le temps d'y réfléchir. Le manager doit éviter de promettre une augmentation de salaire dans un avenir proche si les moyens à la disposition de l'entreprise ne lui permettent pas de tenir sa promesse.

Comment réveiller son cerveau le matin

Il existe plusieurs solutions pour sortir d'un état d'inertie du sommeil. Grâce à ces techniques, la journée ne sera pas gâchée par un mauvais réveil, votre vigilance sera à un bon niveau, et vous arriverez à fonctionner normalement dès les premières heures du matin.

Le bruit agressif du réveil vous extirpe du sommeil. Vous ne savez pas très bien où vous êtes, quelle heure il est, ni ce que vous êtes censé faire. Les murs de votre chambre se dessinent progressivement, et vous sortez du lit avec ce sentiment étrange d'avoir à peine dormi. Cette sensation a un nom : l'inertie du sommeil. Cette période, qui peut durer de quelques minutes à quelques heures, a lieu lorsque vous sortez soudainement du stade le plus profond du sommeil. Au cours de ce cycle, l'organisme est inondé par des niveaux élevés de mélatonine, l'hormone du sommeil. Le réveil provoque ainsi une désorientation et des performances motrices instables.

Résultat : vous vous cognez l'orteil sur un coin de meuble, vous renversez votre café, et vous êtes



convaincu que la journée a mal commencé. La bonne nouvelle est qu'il existe des solutions pour lutter contre l'inertie du sommeil. Voici les plus efficaces.

L'eau froide

S'éclabousser le visage avec de l'eau fraîche après une sieste ou un réveil matinal difficile, provoque un choc thermique capable

de recentrer le cerveau. Pour les plus courageux, il existe également l'option de la douche froide (ou tiède).

Modérer la caféine

Boire quelques tasses de café ou de thé est un moyen vérifié pour stimuler l'attention. La caféine contenue dans ces deux boissons augmente la production de neu-

rones dans le cerveau, ce qui déclenche également la libération d'adrénaline qui fait battre votre cœur plus vite. Consommer plus de deux tasses à la fois serait inutile et risquerait même d'augmenter le taux de nervosité.

Bain de lumière

Une journée ensoleillée peut vous remonter le moral et booster votre

cerveau, explique le site de la CNN. En effet, les lumières vives après le réveil augmentent le taux de cortisol. Pour répondre au stress, cette hormone augmente le glucose dans la circulation sanguine et améliore l'utilisation des sucres par le cerveau.

Une marche rapide

Si vous ne craignez pas le regard des voisins, faites le tour de la maison en marchant à très vite ou promenez-vous simplement à l'extérieur, au soleil. Des études ont prouvé que l'exercice augmente temporairement la vigilance, en partie à cause de l'élévation de la température corporelle qui l'accompagne et grâce à l'apport de sang au cerveau.

Le plein de protéines

Vous avez probablement envie de vous préparer un petit-déjeuner à base de produits sucrés, mais ce n'est pas la meilleure option. Le sucre va vous booster pendant quelques heures, mais la descente risque d'être violente. Mise plutôt sur les protéines comme les œufs pour vous caler et aider le cerveau à partir du bon pied.

L'obésité pourrait dépasser le tabagisme comme principale cause évitable de cancer

Le tabagisme est en tête de liste des causes évitables du cancer depuis des décennies. Mais cette tendance pourrait évoluer : l'obésité pourrait rapidement occuper la première place chez les femmes, alertent des médecins britanniques.

Les facteurs de risque du cancer sont généralement dissociés en deux groupes, les facteurs évitables et les facteurs non évitables. Les premiers sont liés au mode de vie (tabac, alimentation, soleil) et le second à des facteurs dits « internes » comme l'âge et l'hérédité. L'institut natio-

nal du cancer l'affirme : 40% des cancers résultent de l'exposition à ces facteurs de risque évitables. Et si le tabac est actuellement considéré comme le premier d'entre eux, un récent rapport indique que l'obésité sera bientôt tout aussi en cause chez les femmes. Rédigé par le Cancer Research UK, ce dernier affirme en effet que l'obésité devrait dépasser le tabagisme en tant que facteur de risque dans ce domaine dans 25 ans. Les projections des chercheurs établissent que dans seulement 17 ans (2035), 10% des cancers chez les femmes (environ 25 000 cas) en

Grande-Bretagne pourraient être causés par le tabagisme et 9% (environ 23 000 cas) par un excès de poids. Mais d'ici 2043, si cette tendance se poursuit, l'excès de poids pourrait causer plus de cas de cancer que le tabagisme chez les femmes. Le constat n'est pas le même pour les hommes car l'écart entre l'obésité et le tabac en tant que causes majeures de cancer devrait se réduire beaucoup plus tard que chez les femmes. « Et comme plus d'hommes fument, ils sont plus susceptibles de présenter des cancers liés au tabac », expliquent-ils dans un communiqué.

Acide gras polyinsaturé

Le syndrome extrapyramidal (différent du syndrome pyramidal) se caractérise par trois symptômes principaux :

Symptômes du syndrome extrapyramidal

- une akinésie : mouvements lents et rares, face figée avec peu de clignements d'yeux ;
- une hypertonie (rigidité) ;
- un tremblement au repos : surtout aux extrémités des membres supérieurs, il

disparaît pendant le sommeil et les mouvements volontaires.

Le rôle des neuroleptiques

Les autres symptômes du syndrome extrapyramidal sont : des anomalies de la posture (dos courbé, tête en avant...) ou de la marche, des problèmes pour parler, écrire et un syndrome dépressif. Des médicaments, tels des neuroleptiques, peuvent provoquer des symptômes extrapyramidaux.

Syndrome extrapyramidal et

syndrome parkinsonien

Le syndrome extrapyramidal comprend le syndrome parkinsonien (avec la maladie de Parkinson et d'autres syndromes) mais aussi des mouvements involontaires. Il est lié à un dysfonctionnement du système dopaminergique. De manière générale, le syndrome extrapyramidal correspond à une atteinte du système extrapyramidal qui comprend : noyau caudé, putamen, pallidum, thalamus, corps de Luys, locus niger.

Des experts examinent les preuves que le yoga est bon pour le cerveau

Après avoir examiné plusieurs études en ce qui concerne l'impact positif du yoga sur la santé du cerveau, des chercheurs affirment que non seulement des changements sont observés chez les personnes qui le pratiquent régulièrement dans des régions cérébrales connues pour montrer des changements importants liés à l'âge, et que ces derniers sont associés à de meilleures performances sur le plan cognitif et émotionnel. Le yoga est une discipline du corps et de l'esprit considérée comme un art de vie qui repose sur la pratique approfondie des asanas (postures de yoga) et du pranayama (respiration yogique). Celui-ci se pratique sous plusieurs formes : certains cours mettent l'accent sur le renforcement de l'énergie corporelle tandis que d'autres se veulent plus énergiques. Dans tous les cas, le travail de la posture, de la respiration et de la relaxation reste essentiel, avec à la clef des bienfaits comme un sommeil amélioré, une anxiété diminuée ou encore un soulagement des douleurs chroniques. Des chercheurs de l'université d'Illinois évoquent aussi dans une récente étude des effets bénéfiques sur le fonctionnement du cerveau.

Ces derniers affirment qu'il est connu que l'exercice physique de type aérobie (endurance) peut « renforcer » le cerveau dans le sens où il contribue à la croissance de nouveaux neurones, mais peu d'études ont examiné les effets du yoga sur le cerveau. Leur étude publiée dans la revue Brain Plasticity révèle que le yoga permet d'améliorer bon nombre des mêmes fonctions cérébrales qui bénéficient de l'exercice aérobie. Les chercheurs ont passé en revue onze études sur la relation entre la pratique du yoga et la santé du cerveau. Cinq de ces études comprenaient des personnes novices dans cette pratique qui ont dû réaliser plusieurs cours par semaine sur une période allant de 10 à 24 semaines.

Le yoga permet de combattre le stress, néfaste pour le cerveau

D'autres régions comme le cortex préfrontal et le cortex cingulaire ont tendance à être plus grandes ou plus efficaces chez ceux qui pratiquent régulièrement le yoga. « Le cortex préfrontal participe à la planification, à la prise de décisions, à la gestion multitâche, à l'évaluation et au choix des options. Le cortex cingulaire, ainsi que l'amygdale, font partie du système limbique et jouent le rôle central dans la gestion des émotions, l'apprentissage et la mémoire », ajoutent les chercheurs. Enfin, les études révélaient aussi que les changements cérébraux observés chez les pratiquants de yoga sont associés à de meilleures performances cognitives et

à une meilleure régulation émotionnelle. Reste que les scientifiques ne parviennent pas exactement à expliquer comment cette pratique peut affecter le cerveau. « Le yoga n'est pas de nature aérobie, il doit donc y avoir d'autres mécanismes menant à ces changements cérébraux », souligne le Pr Neha Gothe. Parmi l'hypothèse la plus probable, l'amélioration de la régulation émotionnelle serait la clé des effets positifs du yoga sur le cerveau. Selon elle, « des études établissent un lien entre le stress chez l'homme, le rétrécissement de l'hippocampe et de moins bonnes performances aux tests de mémoire. Dans une étude précédente, nous avons constaté

que ceux qui avaient fait du yoga pendant 8 semaines avaient une réponse atténuée au stress. » Le yoga serait donc une pratique très efficace pour aider les personnes atteintes ou non de troubles anxieux à gérer leur stress. « Le yoga aide à améliorer la gestion émotionnelle, diminuer le stress, l'inquiétude et la dépression. Et cela semble améliorer le fonctionnement du cerveau », conclut Neha Gothe. Les chercheurs estiment néanmoins qu'il est nécessaire de mener des recherches plus approfondies sur cette thématique, et recommandent notamment d'inciter les participants à pratiquer le yoga pendant plusieurs mois.

B.Meriem

Sahara occidental : la décision de Trump "ne modifie en rien" la nature juridique du conflit (députés chiliens)

Des députés et personnalités chiliens ont exprimé leur inquiétude face aux violations marocaines continues des droits humains du peuple sahraoui, soulignant que la décision de Donald Trump de reconnaître la prétendue souveraineté du Maroc sur la Sahara occidental ne modifie en rien la nature juridique du conflit au Sahara occidental.

Plusieurs députés et personnalités des secteurs public et privé, du monde universitaire et des médias chiliens, ont exprimé au Sénat leur inquiétude face aux récents événements au Sahara occidental après la violation du cessez-le-feu par le Maroc, le 13 novembre, ont rapporté des médias. En ce sens, dans une lettre

adressée à la présidente du Sénat du Chili, Adriana Munoz, les signataires se sont dit "préoccupés par la violation continue des droits de l'Homme du peuple sahraoui dans les territoires occupés par le Maroc. C'est une situation grave qui a fait l'objet de plaintes systématiques de la part des organes internationaux des droits de l'Homme".

En outre, les députés chiliens qui ont signé la lettre précisent que "le Chili, qui est membre fondateur du Comité spécial pour la décolonisation des Nations Unies (Comité des 24), considère que le Sahara occidental est un territoire non autonome en attente de décolonisation. Pour cette raison, notre pays soutient les ini-

tatives qui permettent de respecter les accords de paix et le plan de règlement, y compris la création de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO)", ont-ils écrit.

En ce qui concerne la récente annonce de Trump, les parlementaires chiliens soulignent que "c'est une décision invraisemblable qui, comme l'a justement souligné le secrétaire général des Nations Unies, ne modifie en rien la nature juridique du conflit au Sahara occidental, puisque il reste un territoire autonome en attente de la fin du processus de décolonisation".

A.AMINE

COVID 19

L'Ukraine approche du million de cas

Un total de 964.448 cas et 16.585 décès liés au coronavirus ont été enregistrés en Ukraine tandis que 581.162 patients se sont rétablis, a déclaré dimanche le ministère de la Santé. Au cours des dernières 24 heures, 8.325 personnes ont été testées positives au nouveau coronavirus et 116 sont décédées des suites du coro-

navirus dans le pays, a ajouté le ministère. En date de dimanche, un total de 100.450 cas et 1.713 décès liés au COVID-19 ont été signalés à Kiev, la capitale ukrainienne, tandis que 32.175 Kéviens se sont rétablis de la maladie, a indiqué le maire Vitali Klitschko sur sa chaîne Telegram.

A.E

Le point de l'actualité africaine

WASHINGTON

- Des experts du droit international et des affaires stratégiques ont condamné la reconnaissance par le président américain sortant, Donald Trump de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, estimant que c'est "une violation flagrante du droit international" et une "consécration d'une occupation illégale".

SANTIAGO

- Des députés et personnalités chiliens ont exprimé leur inquiétude face aux violations marocaines continues des droits humains du peuple sahraoui, soulignant que la décision de Donald Trump de reconnaître la prétendue souveraineté du Maroc sur la Sahara occidental ne modifie en rien la nature juridique du conflit au Sahara occidental.

NAIROBI

- Les dirigeants des pays de l'Igad,

groupement de sept pays de l'Est africain, sont réunis dimanche à Djibouti pour un sommet extraordinaire consacré notamment à la situation en Ethiopie et aux récentes tensions entre Kenya et Somalie.

KHARTOUM

- Des négociations entre le Soudan et l'Ethiopie se tiendront, mardi, une semaine après un accrochage armé qui a causé la mort de quatre soldats soudanais, a indiqué, dimanche, le bureau du Premier ministre, Abdallah Hamdok.

MAPUTO

- Les autorités mozambicaines ont rejeté une proposition de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) visant à mener une intervention militaire coordonnée contre l'insurrection d'extrémistes dans la province de Capo Delgado, rapportent dimanche des médias locaux.

AUTOMOBILE

BMW rappelle 936 véhicules en Chine pour un système de diagnostic défectueux

Le géant automobile allemand BMW a rappelé 936 véhicules sur le marché chinois en raison d'un système de diagnostic embarqué défectueux, a indiqué dimanche le régulateur du marché chinois. Ce rappel concerne les modèles importés X5M, X6M, M5 et M8 fabriqués entre le 22 novembre 2017 et le 7 septembre 2020, selon un communiqué publié par l'Administration d'Etat de contrôle du marché.

En raison de défauts logiciels, le système de diagnostic embarqué pourrait ne pas être en mesure de détecter les dysfonctionnements qui provoquent un dépassement du niveau d'émission standard des véhicules, ne répondant donc pas aux exigences de contrôle. BMW China Automotive Trading Ltd. reprogrammera gratuitement le logiciel des véhicules rappelés.

A.Z

SOUDAN

NÉGOCIATIONS MARDI SUR LE TRACÉ DES FRONTIÈRES AVEC L'ETHIOPIE (PM)

Des négociations entre le Soudan et l'Ethiopie se tiendront, mardi, une semaine après un accrochage armé qui a causé la mort de quatre soldats soudanais, a indiqué, dimanche, le bureau du Premier ministre, Abdallah Hamdok.

"M. Hamdok et son homologue éthiopien Abiy Ahmed ont discuté dimanche de la réunion du comité sur le tracé des frontières qui se tiendra le 22 décembre", a indiqué un communiqué du bureau du PM.

La dernière rencontre sur le tracé des frontières s'était tenue en mai 2020 à Addis-Abeba. Une nouvelle réunion devait avoir lieu un mois plus tard mais la session avait été annulée.

L'accord sur le tracé des frontières remonte à mai 1902 entre la Grande-Bretagne et l'Ethiopie, mais des lacunes persistent sur certains points, provoquant régulièrement des incidents avec des agriculteurs éthiopiens qui viennent cultiver sur un territoire revendiqué par le Soudan.

NOUVELLES BRÈVES DU MONDE ARABE



ALGER

- L'Algérie joue un "rôle central" dans le règlement pacifique des crises dans la région à travers le dialogue et en coopération avec l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour "préserver la paix et la stabilité", a indiqué dimanche l'ancien ministre tunisien et représentant spécial et chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), Mongi Hamdi.

TUNIS

- La Tunisie a enregistré 1569 nouvelles contaminations et 36 décès liés au Covid-19, a indiqué le ministère de la Santé.

BAGHDAD

- Les forces de sécurité irakiennes ont abattu cinq éléments du groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech) et en ont arrêté neuf autres samedi dans le pays, a annoncé l'armée irakienne.

LE CAIRE

- Le président égyptien Abdel-Fattah Al-Sissi a discuté samedi des

efforts visant à une reprise du processus de paix au Moyen-Orient avec les ministres des Affaires étrangères de Jordanie et de Palestine.

KHARTOUM

- Des milliers de manifestants défilaient samedi dans plusieurs villes du Soudan, au deuxième anniversaire du début de la révolte contre l'ex-président Omar al-Bechir.

BEYROUTH

- Des affrontements ont eu lieu samedi à Beyrouth entre la police anti-émeute libanaise et des étudiants qui manifestaient contre la décision d'universités d'adopter un nouveau taux de change du dollar pour fixer le prix des frais de scolarité, les augmentant de facto.

BAGHDAD

- Le Service irakien de lutte contre le terrorisme (CTS) a déclaré samedi que depuis le début de l'année 2020, ses commandos ont tué un total de 206 éléments du groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech) et en ont capturé 292 autres à travers le pays.

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde
Fondation pour l'édition
et la publicité

EDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GENERAL
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

REDACTEUR EN CHEF

A.SAÏM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL
0213957070

COMPTE NUMERO

055001112145636147 BDL

ANEP TEL 021373778

0213737128

FAX 021395559

DIRECTION

OUEST- CENTRE- EST

IMPRESSION

SIA

LUTTE/COUPE DU MONDE 2020/ALGÉRIE

"une excellente participation avec des performances historiques", souligne le DTN

Le directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA), Idriss Haoues, a qualifié d'"historique" la participation de la sélection algérienne masculine de luttes associées (seniors) à la Coupe du monde qui a pris fin vendredi soir à Belgrade (Serbie).

"Avec la médaille de bronze remportée par Abdelkrim Fergat (55 kg) en lutte gréco-romaine, la 5e place d'Abdeldjebbar Djebbari (63 kg) et une 8e place pour Laouni Abdenour (60 kg) et Sid Azara Bachir (87 kg), je ne peux que qualifier cette participation d'historique avec des résultats jamais réalisés par la lutte algérienne.", a déclaré à l'APS Idriss Haoues, DTN de la FALA.

L'Algérie a pris part à la Coupe du monde 2020, organisée du 12 au 18 décembre à Belgrade avec une sélection composée de dix athlètes, engagés dans les deux styles (luttes gréco-romaine et libre), sous la conduite des entraîneurs Messaoud Zeghdane, Maazouz Bendjedaâ et Aoune Fayçal.

"La sélection algérienne a failli déclarer forfait suite au décès de Rabah Chebbah, président de la FALA, mais la détermination de la direction technique ainsi celle des lutteurs était tellement grande que nous avons pris la décision de participer au rendez-vous mondial de Belgrade. Dieu merci, les athlètes ont répondu présent et ils ont honoré de fort belle manière la lutte



algérienne.", a précisé Haoues. Pour le DTN, les résultats obtenus à Belgrade "ne peuvent que permettre à la sélection algérienne de continuer le travail dans les meilleures conditions et dans la plus grande sérénité en vue des prochaines échéances dont le tournoi qualificatif aux JO de Tokyo, prévu le mois de mars dans la ville marocaine d'Al Jadida".

"Je pense qu'il reste encore du chemin à faire pour atteindre nos objectifs de qualification aux Jeux olympiques 2021 de Tokyo. Les athlètes ainsi que les staffs techniques doivent continuer sur la même lancée pour avoir le maximum de billets qualificatifs à Tokyo.", ajoute le DTN. En lutte libre, les deux algériens engagés aux Mondiaux de Belgrade, à savoir Kherbach Abdelhak (57 kg) et Abdelghani Benatallah (61 kg), n'ont pas fait mieux que leurs coéquipiers de la gréco-romaine, en se faisant éliminer dès le premier tour.

A.A

BOXE

Le Kazakh Golovkin conserve son titre IBF des moyens

Le Kazakh Gennady Golovkin a conservé sa ceinture IBF des poids moyens, en battant le Polonais Kamil Szeremeta par arrêt de l'arbitre après le 7e round vendredi, une 21e victoire dans la catégorie qui constitue un nouveau record.

Le Kazakh fait donc mieux que l'Américain Bernard Hopkins, qu'il avait rejoint aux tablettes il y a 14 mois, lors de son précédent combat remporté assez laborieusement aux points, aux dépens de l'Ukrainien Sergiy Derevyanchenko. C'est un tout autre boxeur, au punch retrouvé, qui a infligé une correction à

Szeremeta, envoyé quatre fois au tapis en l'espace de sept reprises, mais qui s'est à chaque fois relevé, sur le ring du Hard Rock Hotel d'Hollywood, en Floride. L'arbitre est néanmoins allé voir comment récupérerait le Polonais dans son coin avant le 8e round et a jugé qu'il était trop épuisé pour pouvoir reprendre. Agé de 38 ans, Golovkin compte désormais 41 victoires dont 36 avant la limite (1 nul, 1 défaite) et attend désormais son prochain adversaire, que les fans du noble art espèrent être le Mexicain Canelo Alvarez, pour de nouvelles retrouvailles.

Championnat d'Allemagne - 13e journée
Les résultats

Résultats de la 13e journée du Championnat d'Allemagne de football:

Vendredi 18 décembre

Union Berlin - Dortmund 2 - 1
Samedi 19 décembre (en heures GMT)

(14h30) Mayence - Werder Brême

Mönchengladbach - Hoffenheim

Schalke 04 - Bielefeld
Augsbourg - Eintracht Francfort

RB Leipzig - Cologne
(17h30) Bayer Leverkusen - Bayern Munich

Dimanche 20 décembre (en heures GMT)
(14h30) Fribourg - Hertha Berlin

(17h00) Wolfsburg - Stuttgart
Classement: Pts J G N P bp

1. Bayer Leverkusen 28 12 8 4
0 27 10 17

2. Bayern Munich 27 12 8 3 1
37 18 19

3. RB Leipzig 27 12 8 3 1 24 9
15

4. Dortmund 22 13 7 1 5 26 18
8

5. Union Berlin 21 13 5 6 2 27
18 9

6. Wolfsburg 21 12 5 6 1 19 13
6

7. Stuttgart 18 12 4 6 2 26 19 7

8. Mönchengladbach 18 12 4 6
2 23 20 3

9. Augsbourg 16 12 4 4 4 15 17
-2

10. Eintracht Francfort 14 12 2
8 2 19 22 -3

11. Fribourg 14 12 3 5 4 16 22 -
6

12. Hertha Berlin 13 12 3 4 5
19 20 -1

13. Hoffenheim 12 12 3 3 6 19
22 -3

14. Werder Brême 11 12 2 5 5
15 21 -6

15. Cologne 10 12 2 4 6 13 21 -
8

16. Bielefeld 7 12 2 1 9 8 23 -15

17. Mayence 6 12 1 3 8 12 25 -
13

18. Schalke 04 4 12 0 4 8 8 35 -
27.

FOOTBALL / LIGUE 1 (4E JOURNÉE)

La JSK, le MCO et le RCR signent leur premier succès

La 4e journée du championnat de Ligue 1 de football entamée jeudi, s'est poursuivie vendredi, et a vu les clubs de la JS Kabylie, du MC Oran et du RC Relizane signer leur première victoire de la saison, alors que l'ES Sétif victorieuse du NC Magra, s'installe provisoirement seule, en tête du classement.

Les Sétifiens qui ont enregistré leur 3e victoire de la saison, dont la première à domicile, appliquent rigoureusement le tarif de "2-0", enregistré à chacune de leur victoire, ce qui leur donne une bonne dose de moral, avant d'entamer la semaine prochaine leur aventure africaine.

C'est le même cas pour la JS Kabylie, l'autre représentant en Coupe de la Confédération, qui s'est permise le luxe de signer son premier succès à l'extérieur et plus précisément à Chlef aux dépens de l'ASO (2-0), grâce à Bensayah (53e) et Hamroun (68e s.pen). Ce réveil tant attendu par la galerie kabyle, est venu à point nommé, aux "Canaris" qui remontent ainsi à la 5e place, et qui donnera plus de sérénité à leur coach Youcef Bouzidi avant d'entamer la compétition africaine.

L'autre grand bénéficiaire de la journée est le promu le RC Relizane qui est allé damer le pion au CABBA (1-0) à Bordj même. Un but en or de Chadli (49e) offre aux hommes de Si Tahar Chérif Ouzzani, une 3e place méritée derrière le duo, "ESS-



MCA". Le RCR, toujours invaincu, réussit admirablement ses déplacements dans la région des hauts-Plateaux, après le nul imposé au leader sétifien (1-1) lors de la 2e journée du championnat.

Le dernier match au programme de vendredi, le derby de l'Ouest, MC Oran-WA Tlemcen, a tenu toutes ses promesses. Le WAT qui a ouvert le score des la 4e minute par Amiri, a tenu le coup jusqu'à la 84e minute avant de concéder le coup de grâce par Hamidi. Entre-temps, Ezzemani (17e) avait mis les, pendules à l'heure.

Cette victoire après 3 nuls, place les "Hamaouas" sur le podium en compagnie de leurs voisins "Rapid", en attendant le déroulement de la suite de la 4e journée ce samedi, tronquée du match, MC Alger-CS Constantine, reportée en raison de l'engagement du "Doyen" en Ligue de Champions d'Afrique.

A.Z

Mots codés

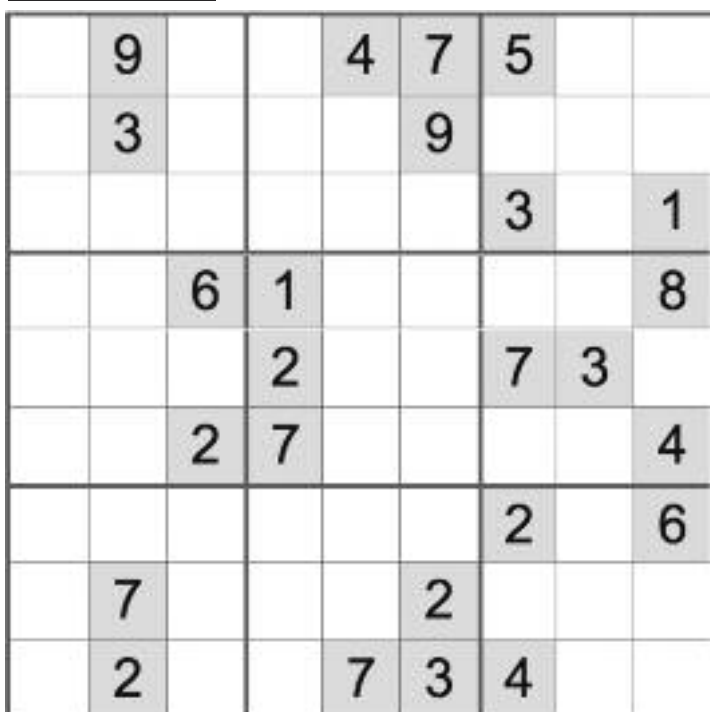


Mots mélangés

AISE ARBITRER
AUBETTE AUTARCIE
BAIN BRASSEUR
CAJOU CHEVRE
DAVANTAGE ELINGUE
EPOPEE
FLAGEOLET
FRITEUSE GALBE
GALERE GOAL
HOSPICE KEROSENE
LINER MOUCHER
PENALISER PIRATAGE
PRESTO QUILLARD
QUINQUA REVEILLER
RICANER SURELEVE
TAVERNIER TENACITE
TENU USITE

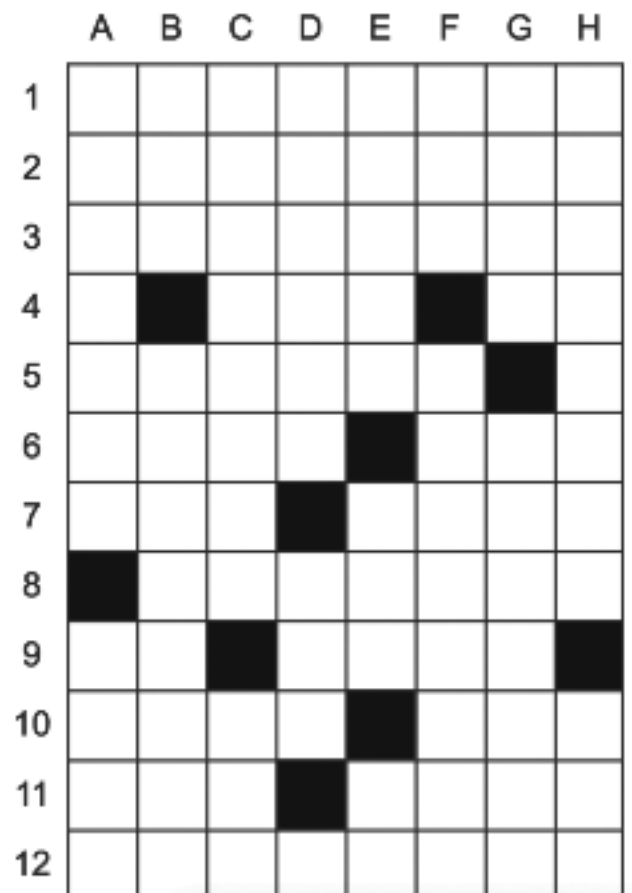


Sudoku



Solution sudoku

Mots croisés



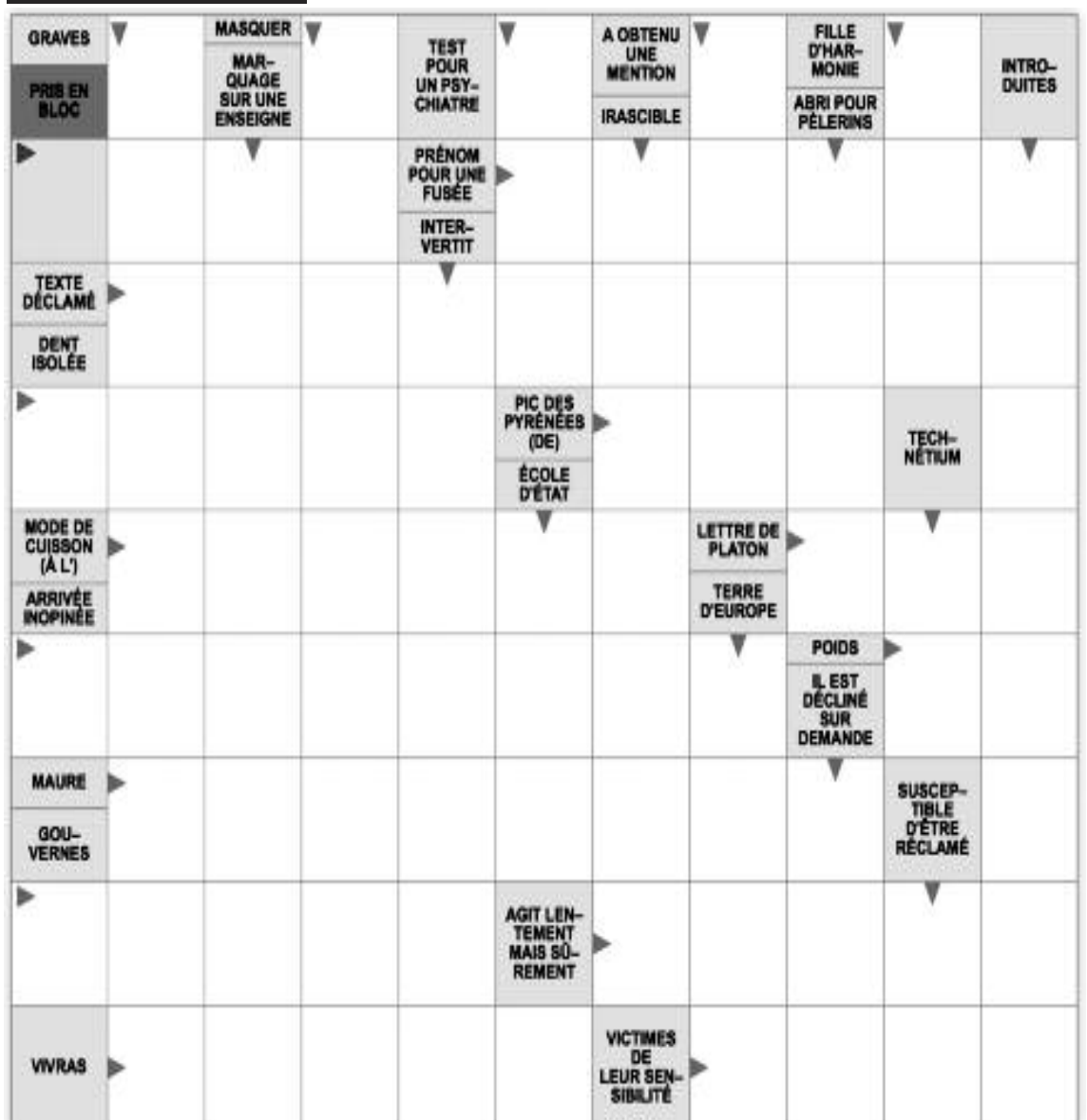
HORIZONTALLEMENT :

1. Résidence temporaire. 2. Ses prêts sont à éviter. 3. Membre d'un certain parti. 4. Entre l'est et le nord. Accord de Washington. 5. Correspondra. 6. Brame dans les bois. Île de la mer d'Irlande. 7. Conseil de guerre. Ne gagne pas au jeu. 8. Qui ont pris un coup de vieux. 9. Pronom personnel. Crée une association. 10. Vallée de la Neste. Institution de l'ONU. 11. Qui est à bout. Bavardage continu. 12. Remis en forme

VERTICALEMENT :

A. Grands foyers ardents. Préparé comme un hareng. **B.** Utilisa jusqu'au bout. On la croit sur paroles. **C.** Traite l'information. Du sable et des cailloux. **D.** Il est rose à Trégastel. Présentée sans habits. **E.** Bâtit un nid d'aigle. Parasol en bord de plage. On fête son premier jour. **F.** Prénom biblique. Fait pour le mieux. **G.** Calendrier liturgique. On le trouve en haut du toit. **H.** Congés hebdomadaires. Passée volontairement sous silence.

Mots fléchés



de l'administration

www.lemondeadm.com



**Tous les jours
dans les kiosques**

**CETTE ESPACE EST
RESERVÉ POUR VOUS**

PUBLICITÉS

pour plus de détails

contactez nous au:



023 95 73 73/ 0553 45 62 56

Ou par Email au: **monde.adm@gmail.com**

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Il été, hier, en visite dans la wilaya

Abdelaziz Djerad au chevet de la population de Médéa

L'une étape phare de cette visite a été l'inauguration du tronçon de l'autoroute Chiffa-Berroughia, sur une distance de 53 Km. « Ce projet est un grand acquis et d'une importance stratégique pour le pays », a estimé M. Djerad.

Projets sociaux, infrastructures routières et rentrée du secteur de la Formation professionnelle ; le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a effectué, hier à Médéa, une visite très riche. En inaugurant l'année de la Formation professionnelle, Abdelaziz Djerad a appelé dans une allocution sure « l'importance d'adapter » le système de la formation et de l'enseignement professionnels aux exigences du marché de l'emploi en vue de « solutionner la problématique du chômage ». Il a relevé la « nécessaire modernisation du système de la formation et de l'enseignement professionnels et son adaptation aux exigences du marché de l'emploi ». « Les jeunes doivent pouvoir accéder à des spécialités leur permettant d'accéder rapidement au marché de l'emploi », a insisté M. Djerad qui a assuré que cette démarche était susceptible de créer « un équilibre entre la formation et le marché de l'emploi, et d'inscrire, partant, le système de la formation dans une logique de résolution de la problématique du chômage ». A l'Institut national de formation professionnelle de Médéa, le ministre a appelé à l'impératif de faire « l'inventaire de ce qui est disponible dans les hôpitaux », et d'établir « des relations entre les laboratoires et les établissements de santé en vue de régler le problème de maintenance du matériel médical, notamment les équipements de radio ». Avant cette cérémonie, le premier ministre a assisté à l'inauguration d'une ferme agricole d'une visite effectuée au niveau d'exploitations agricoles à Ain-El-Melh, dans la commune d'Oued Brahim, à l'est de Médéa. « Il faut impérativement ériger une industrie agroalimentaire et ouvrir ainsi de nouvelles perspectives aux agriculteurs », a-t-il indiqué. « Nous devons sortir de la logique rentière et optimiser notre potentiel agricole », a-t-il souligné. Ces exploitations agricoles ont été réalisées dans le cadre d'un investissement entre un privé et les gestionnaires d'exploitation agricole collective (EAC), destiné à la valorisation des biens de l'Etat et l'encouragement de l'investissement dans le secteur agricole. Dans le domaine de l'Habitat, Abdelaziz Djerad a procédé à la pose de la première pierre d'un projet de 1.267 logements location-vente (AADL), localisé à Beni-Atteli, au nord de Médéa où il a suivi sur place un exposé, présenté par le directeur général de l'Agence nationale du développement et de l'amélioration du logement (AADL), Mohamed Tarek Laribi, sur cet important projet immobilier. Ce projet de 1.267 logements AADL s'étend sur une superficie de 25 Hectares et sera doté de toutes les commodités nécessaires, devant permettre d'accueillir les futurs résidents dans de bonnes conditions, précise-t-on dans l'exposé. L'une étape phare de cette visite a été l'inauguration du tronçon de l'autoroute Chiffa-Berroughia, sur une distance de 53 Km. Une occasion durant laquelle le premier ministre a estimé que « ce projet est un grand acquis et d'une importance stratégique pour le pays ». Il a insisté, en outre, sur l'importance de l'entretien régulier de l'infrastructure routière ainsi que la sécurisation des tunnels.

Saïd Sadia

L'Algérie et la Chine célèbrent le 62ème anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques qui remontent à un certain dimanche 20 décembre 1958, et qui ont atteint la phase de partenariat stratégique global, au moment où les deux pays aspirent à les hisser à un haut niveau et à réaliser davantage de profits aux deux peuples notamment « leur coopération exemplaire » face à la pandémie de la COVID-19. Depuis l'établissement de leurs relations, l'Algérie et la Chine se sont engagées aux principes du respect mutuel et de l'intérêt réciproque. Elles ont œuvré à redonner vie à leurs relations bilatérales à travers les communications et la coopération « continue et étroite ». Les deux pays se sont toujours entraides dans les questions d'intérêt commun et ont maintenu le contact et la coordination étroite à l'égard des questions régionales et interna-

CORONAVIRUS

422 nouveaux cas, 391 guérisons et 7 décès ces dernières 24h en Algérie (Fourar)

Quatre cent vingt-deux (422) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 391 guérisons et 7 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, dimanche à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 95203 dont 422 nouveaux

cas, soit 1,0 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2666 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 63.260, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 11 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures de 1 à 9 cas, 22 wilayas n'ayant enregistré aucun

cas, alors que 15 autres ont enregistré 10 cas ou plus. Par ailleurs, 50 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

APRÈS EMMANUEL MACRON ET KAIS ESSAIED

Le président Tebboune reçoit un appel de Tayeb Erdogan

Les deux chefs d'Etat ont convenu de reprendre contact, début 2021, pour aborder nombre de dossiers et de questions d'intérêts communs.

Le soutien international au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, se poursuit. Ainsi, après les appels téléphoniques des présidents français, Emanuel Macron et du tunisien, Kais Essaied, le président Tebboune a reçu, hier, un appel de son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, qui a pris des nouvelles sur son état de santé, et lui a souhaité un "bon retour dans son pays", a indiqué, en effet, un communiqué de la Présidence de la République. A cette occasion, le président turc a assuré avoir "suivi avec intérêt l'allocution adressée par le président de la République au peuple algérien" et c'est « félicité du rétablissement de monsieur le président », soulignant "la disponibilité de son pays à accompagner l'Algérie dans le projet de monsieur le Président pour l'édification de la nouvelle Algérie", conclut la même source. Samedi, le chef de l'Etat a reçu un appel de son homologue français, Emmanuel Macron, qui a pris des nouvelles de son état de santé et l'a informé, par la même occasion, que le rapport sur le dossier de la Mémoire, confié à l'historien Benjamin Stora, sera fin prêt en janvier prochain. Les deux chefs d'Etat ont convenu de reprendre contact, début 2021, pour aborder

nombre de dossiers et de questions d'intérêts communs, notamment les questions régionales et la situation en Libye, au Mali et au Sahara occidental, conclut le communiqué de la Présidence de la République. De son côté, le président tunisien Kais Essaied a appelé le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, pour s'enquérir de sa situation lors de sa convalescence. Kais Essaied « a exprimé son soulagement quant au rétablissement » du président. De son côté, Abdelmadjid Tebboune « a remercié son frère président pour ses sentiments sincères ». Selon le communiqué de la présidence, « les deux présidents sont convenus de se rencontrer dès le retour du président de la République au pays ». La multiplication des prises de contacts des chefs d'Etats étrangers avec le président Tebboune augure d'abord d'un retour imminent, mais aussi d'un agenda chargé pour le chef de l'Etat. Il est attendu, en effet, sur plusieurs dossiers internationaux où la position de l'Algérie est de tout temps attendue. Cela exprime également un soutien international sans réserve au projet du chef de l'Etat, notamment le volet réservé à la diplomatie et à la relance économique.

Ouiza. K

RELATIONS ALGÉRO-CHINOISES

Un partenariat stratégique global et ambitieux

tionales, dès lors qu'ils soutiennent le pluralisme et les causes justes et préservent les droits et les intérêts légitimes des pays en développement.

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait affirmé lors d'une entrevue accordée à des médias nationaux en avril dernier, que « l'Algérie et la Chine sont liées par une relation de forte amitié remontant à la période de la Guerre de libération et s'est poursuivie après l'indépendance ». Le Président Tebboune avait rappelé la bataille acharnée menée par l'Algérie pour l'adhésion de la Chine à l'Organisation des Nations Unies (ONU) et leurs accords stratégiques signés dans plusieurs domaines. Historiquement, la Chine était le premier pays non arabe à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) après sa proclamation en 1958. Les relations entre les deux pays se sont développées après l'indépendance de l'Algérie. D'ailleurs, la Chine a envoyé des aides humanitaires et un staff médical à l'Algérie. L'Etat algérien était parmi les premiers pays africains à reconnaître la République populaire de Chine, de même qu'elle a défendu vivement la campagne chinoise pour que ce pays soit reconnu à l'ONU. L'ambassadeur de Chine en Algérie avait prévu récemment à ce que les relations algéro-chinoises soient "plus brillantes" à l'avenir, compte tenu des nombreux éléments qui renforcent ces relations, notamment après l'étroite coopération entre les deux

pays pour faire face à la pandémie du nouveau coronavirus (covid-19) qui a touché tous les pays depuis la fin 2019. "Ces relations, qui s'étendent à plus d'un demi-siècle, connaissent une nouvelle étape de coopération entre les deux pays contre la pandémie, et notamment sur la crise libyenne et la défense conjointe des mêmes principes dans le cadre de la solidarité avec l'Afrique", a déclaré l'ambassadeur chinois, soulignant « la détermination commune » des dirigeants des deux pays à « réaliser une grande intégration économique ».

Il a affirmé, par ailleurs, que la Chine "apprécie hautement le rôle important que joue l'Algérie dans sa guerre contre le terrorisme et dans la gestion des affaires de sécurité régionale, et soutient ses efforts pour jouer un rôle constructif dans la résolution des questions sensibles au niveau régional à l'instar des questions de la Libye et du Mali".

Dans le cadre de leurs efforts conjoints pour lutter contre la pandémie de la covid-19, l'Algérie et la Chine ont fait preuve d'une "coopération et solidarité exemplaires", selon les observateurs. L'Algérie a fourni en février dernier des aides urgentes à la Chine pour contribuer à enrayer la propagation de la pandémie, et le président Tebboune a également envoyé à son homologue chinois Xi Jinping un message de sympathie dans lequel il a exprimé la "forte solidarité" de l'Algérie avec la Chine dans sa lutte contre la pandémie.

Exploitation des lignes aériennes domestiques par des étrangers Le ministère des Transports dément

« Aucune entreprise étrangère n'ouvre droit à exploiter les lignes aériennes domestiques ». C'est la réponse du ministère des Transports à la dernière déclaration de Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs, qui a affirmé, avant-hier, qu'une entreprise « émiratie » a décroché le marché des lignes domestiques. Dans sa réplique à ce qu'il a qualifié de « mensonge et d'informations malveillantes », concernant « le projet de création d'une société de transport aérien interne, et à la confusion constatée sur l'identité de cette société et la nature de son activité », le ministère des Transports a souligné que « conformément à l'article 112 des dispositions de la loi n° 98-06 du 27 juin 1998, spécifiant les règles générales relatives à l'aviation civile, amendées et complétées », il est précisé que « les services aériens intérieurs ne peuvent être exploités que par des entreprises de droit algérien ». Le communiqué du ministère des Transports a également indiqué que l'ouverture de l'exploitation des lignes domestiques aux étrangers, « la question n'a été mentionnée ni dans le programme du Président ni dans le plan d'action du Gouvernement », lequel « s'est engagé à renforcer les performances de la compagnie aérienne nationale algérienne et à valoriser son rôle sur le plan à la fois interne qu'externe ». Avec ces affirmations du ministère des Transports coupe court à toutes les allégations douteuses sur une probable exploitation du ciel par des étrangers et confirme que seul le pavillon national restera maître à bord.

Ouiza. K